

À l'occasion du Nouvel An 2026, «Le Courrier d'Algérie» souhaite une bonne année à tout le peuple algérien, et annonce à ses fidèles lecteurs et annonceurs qu'il ne paraîtra pas demain jeudi.

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 euro
Mercredi 31 décembre 2025 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6637 - 22^e année

PORTE-PAROLE DES SANS VOIX,
ÉLU, PAR LE MÉDIA US PASSBLUE,
DIPLOMATE DE L'ANNÉE 2025

Une juste
consécration
pour
Bendjama



DISCOURS SUR L'ÉTAT
DE LA NATION

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE, HIER,
DEVANT LE PARLEMENT NATIONAL

« L'Algérie va bien »

Le président Tebboune, tout en annonçant le maintien du dialogue politique qu'il a initié en 2024, assure et rassure que l'État algérien ne renoncera jamais à son caractère social.

LIRE EN PAGE 3

- Investissement : 19 000 projets pour un montant de 61 milliards USD
- Industrie : 10 % de contribution du PIB
- Production pharmaceutique : 80 % de nos besoins couverts
- Habitat : 1,7 million de logements depuis 2019
- Algérie - Tunisie : deux voisins inséparables
- Soutien permanent renouvelé à la Palestine et au Sahara occidental

CONSTRUCTIONS ILLICITES

La Cour des comptes situe les carences des communes

P 5

IMPORTATION DE MAÏS

Bouffée d'oxygène pour la filière avicole

P 4

SAHARA OCCIDENTAL

La Résolution 2797 ou le droit à l'autodétermination

P 6

CAN-2025/ALGÉRIE - GUINÉE ÉQUATORIALE (AUJOURD'HUI À 17H) :



Un dernier rendez-vous pour préparer l'essentiel

P 11

HIPPODROME BAZER SAKHRA - EL EULMA, CET APRÈS-MIDI À 15H30

LES COURSES EN DIRECT

Dortmund et Tandja, le jumelé de base

P 21

Ph : DR

L'ÉDITO

Dans l'état actuel des formations politiques dans notre pays, il y a peu d'espoir de les voir jouer pleinement le rôle qui est le leur. Tous les partis sont « plombés », depuis fort longtemps, dans une léthargie qui aggrave leur paralysie. De plus en plus éloignés des citoyens et de leurs préoccupations, ils forment une représentation qui ne représente plus rien. Mis à part quelques intérêts étroits très éloignés de leur mission originelle. Si aucune solution n'est trouvée pour les remettre au service des citoyens, avec l'adhésion et l'assentiment de ces derniers, c'est l'existence même de ces partis qui est menacée. Ce n'est bon ni pour eux ni pour la vie démocratique du pays. Ce qui explique l'énergique intervention de l'État pour les replacer dans l'échiquier politique. Le projet de loi sur les partis politiques qui vient d'être adopté par le dernier Conseil des ministres, n'est rien d'autre qu'une tentative de « réanimation » des formations politiques en déliquescence. Un texte législatif lifté en profondeur que la majorité des partis, en attendant les retardataires comme le MSP et le PT, considère comme « une avan-

Les partis jouent-ils leur rôle ?

cée qualitative », qui met « un terme aux pratiques anciennes et capable de restaurer la confiance dans l'action partisane et de renforcer le front intérieur », ou encore que « ce texte jette les bases d'une nouvelle ère dans l'action partisane, fondée sur la clarté dans l'organisation et le financement » etc. En effet, le projet de loi combat le « nomadisme politique » conformément à la constitution de 2020, qui coûtera, à son auteur, son siège au Parlement. Il propose une limitation du mandat des leaders à cinq ans, renouvelable une seule fois. Il impose aux partis d'inclure des quotas de jeunes et de femmes dans leurs instances nationales et locales. Il oblige les

partis d'ouvrir un compte bancaire dédié et de déclarer toutes les ressources financières avec une sévère mise en garde contre les financements étrangers ou occultes. Le texte prévoit d'autoriser la justice de prononcer la dissolution d'un parti qui ne participe pas à des élections, deux fois consécutives. Ce sont là quelques extraits du projet de loi qui sera soumis au parlement. Plusieurs partis se sont déjà exprimés. Comme le FLN pour qui le texte est « une étape charnière et qualitative dans le processus de relance du paysage politique national ». El Bina juge que ce projet « contribue à l'ancrage de la démocratie véritable telle qu'énoncée dans la Déclaration du 1er Novembre ». Le Front El Moustaqbal, affirme que c'est la « poursuite du processus de réforme profonde et à la consolidation des fondements d'un État fort ». Le parti TAJ pense que le projet vise à « renforcer la confiance du citoyen pour une pratique politique véritable répondant à ses aspirations ». Même appréciation du parti El Karama. Seuls deux ou trois partis ont des approches différentes. Notamment sur la limitation des mandats. Ils devront, cependant, se résoudre au choix de la majorité s'ils veulent sortir la scène politique de sa torpeur !

Zouhir Mebarki

PORTE-PAROLE DES SANS VOIX, ÉLU, PAR LE MÉDIA US PASSBLUE, DIPLOMATE DE L'ANNÉE 2025

Une juste consécration pour Bendjama

Le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, Amar Bendjama, a affirmé que l'Algérie achèvera son mandat au Conseil de sécurité avec la conviction d'avoir pleinement assumé ses responsabilités, lors d'une séance consacrée aux menaces pesant sur la paix et la sécurité internationales.

Prenant la parole devant les membres du Conseil, le diplomate algérien a rappelé la position constante de l'Algérie sur plusieurs dossiers majeurs à l'agenda international, notamment la situation en Palestine et celle du Somaliland. « Je m'associe aux interventions précédentes concernant la nature et le contenu de la situation en Palestine, ainsi que celle du Somaliland, que nous considérons comme une partie intégrante de la Somalie », a-t-il déclaré, réaffirmant ainsi l'attachement d'Alger au respect de l'intégrité territoriale



Ph : DR

des États et au droit international. Dans une allocution empreinte de reconnaissance, Amar Bendjama a tenu à saluer le travail collectif mené au sein du groupe A3+, qui réunit les membres africains du Conseil de sécurité. Il a souligné l'importance de la coordination entre ces pays pour porter les préoccupations du continent africain au cœur des débats onusiens, dans un contexte international marqué par de profondes tensions et des crises mul-

tiples. Le représentant algérien a également rendu un hommage appuyé à certains partenaires non africains ayant soutenu les causes du continent au sein du Conseil. Il a cité en particulier la représentante de la Guyana, saluant son engagement constant en faveur des dossiers africains durant son mandat, malgré son appartenance à une autre région du monde. Cette intervention intervient alors qu'Amar Bendjama vient d'être distin-

gué par la plateforme spécialisée PassBlue, qui lui a décerné le titre de « Diplôme de l'année », en reconnaissance de son action au sein des Nations unies et de la visibilité qu'il a donnée aux positions algériennes sur les grandes questions internationales. En conclusion de son discours, le diplomate a réaffirmé la ligne de conduite adoptée par l'Algérie tout au long de son mandat : « L'Algérie quittera ce Conseil avec le sentiment d'avoir accompli ce qui devait être fait et d'avoir rempli son devoir ». Une déclaration qui résume l'approche algérienne, fondée sur la défense du multilatéralisme, le respect du droit international et le soutien aux causes jugées justes, notamment celles liées à la décolonisation, à la souveraineté des États et à la paix durable. Par cette prise de parole, l'Algérie entend ainsi marquer la fin de son passage au Conseil de sécurité par un bilan assumé, mettant en avant une diplomatie active, engagée et fidèle à ses principes historiques sur la scène internationale.

M. Seghilani

AMAR BENDJAMA :

« L'Algérie a accompli son devoir au Conseil de sécurité »

Le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, Amar Bendjama, a affirmé que l'Algérie achèvera son mandat au Conseil de sécurité avec la conviction d'avoir pleinement assumé ses responsabilités, lors d'une séance consacrée aux menaces pesant sur la paix et la sécurité internationales. Prenant la parole devant les membres du Conseil, le diplomate algérien a rappelé la position constante de l'Algérie sur plusieurs dossiers majeurs à l'agenda international, notamment la situation en Palestine et celle du Somaliland. « Je m'associe aux interventions précédentes concernant la nature et le contenu de la situation en Palestine, ainsi que celle du Somaliland, que nous considérons comme une partie intégrante de la Somalie », a-t-il déclaré, réaffirmant ainsi l'attachement d'Alger au respect de l'intégrité territoriale des États et au droit international. Dans une allocution empreinte de

reconnaissance, Amar Bendjama a tenu à saluer le travail collectif mené au sein du groupe A3+, qui réunit les membres africains du Conseil de sécurité. Il a souligné l'importance de la coordination entre ces pays pour porter les préoccupations du continent africain au cœur des débats onusiens, dans un contexte international marqué par de profondes tensions et des crises multiples. Le représentant algérien a également rendu un hommage appuyé à certains partenaires non africains ayant soutenu les causes du continent au sein du Conseil. Il a cité en particulier la représentante de la Guyana, saluant son engagement constant en faveur des dossiers africains durant son mandat, malgré son appartenance à une autre région du monde. Cette intervention intervient alors qu'Amar Bendjama vient d'être distingué par la plateforme spécialisée PassBlue, qui lui a décerné le titre de « Diplôme de l'année », en reconnaissance de

son action au sein des Nations unies et de la visibilité qu'il a donnée aux positions algériennes sur les grandes questions internationales. En conclusion de son discours, le diplomate a réaffirmé la ligne de conduite adoptée par l'Algérie tout au long de son mandat : « L'Algérie quittera ce Conseil avec le sentiment d'avoir accompli ce qui devait être fait et d'avoir rempli son devoir ». Une déclaration qui résume l'approche algérienne, fondée sur la défense du multilatéralisme, le respect du droit international et le soutien aux causes jugées justes, notamment celles liées à la décolonisation, à la souveraineté des États et à la paix durable. Par cette prise de parole, l'Algérie entend ainsi marquer la fin de son passage au Conseil de sécurité par un bilan assumé, mettant en avant une diplomatie active, engagée et fidèle à ses principes historiques sur la scène internationale.

M.S.

L'APN SUR LA LOI CRIMINALISANT LA COLONISATION FRANÇAISE

Un "exploit historique" pour la préservation de la mémoire nationale

Les groupes parlementaires de l'Assemblée populaire nationale (APN) et le représentant des députés sans appartenance ont souligné, l'importance de la proposition de loi criminalisant la colonisation française en Algérie, adoptée récemment, la qualifiant d'"exploit historique" pour la protection

de l'histoire de l'Algérie et la préservation de la mémoire nationale. Dans un communiqué rendu public l'APN a affirmé que "la mémoire nationale ne peut faire l'objet de surenchères ou d'exploitation conjoncturelle". Ils ont rappelé que la criminalisation de la colonisation était "un choix souverain et une exigence

historique pour protéger l'Algérie et préserver son avenir", ajoutant que sa documentation constitue "un message clair que les questions majeures de la nation se préservent par l'unité et la vérité". Cette proposition, rappelle la même source, est intervenue suite à la mise en place d'une commission parlemen-

taire conjointe présidée par Brahim Boughali, regroupant l'ensemble des groupes parlementaires et le représentant des députés sans appartenance, dans le but de "soustraire ce dossier de toute instrumentalisation partisane et de lui conférer sa dimension nationale fédératrice".

S. O.

LOI SUR LA CRIMINALISATION DU COLONIALISME

Le sénateur Mohamed Amroune plaide pour un cadre juridique africain

Le membre du Conseil de la nation, Mohamed Amroune, a indiqué que la loi sur la criminalisation du colonialisme constitue "un indicateur positif" du degré de conscience du peuple algérien, d'autant que la colonisation française est un crime d'État imprescriptible, en dépit des tentatives de la partie française de se soustraire à ses responsabilités historiques. Il a affirmé, dans ce sens, que ce texte consacre une justice historique et constitue un jalon essentiel pour l'élaboration d'une loi africaine criminalisant la colonisation, ouvrant ainsi la voie à la reddition de comptes sur les phénomènes coloniaux à travers le monde. Amroune a également relevé que cette loi protège la mémoire de la Nation, place la communauté internationale devant ses responsabilités historiques et barre la route à toute tentative de falsification des faits ou de déni des conséquences juridiques et morales du colonialisme. Il a salué, à cette occasion, le travail colossal accompli par l'Algérie en faveur des causes justes dans le monde sans distinction aucune, ainsi que "le retour en force" de la diplomatie algérienne sur les plans régional et international.

S. O.

PROLONGATION DU DISPOSITIF FACILITANT L'ENTRÉE ET LA SORTIE DU TERRITOIRE NATIONAL JUSQU'À FIN 2026

Bonne nouvelle pour notre diaspora

Le ministère des Affaires étrangères a annoncé la prolongation du dispositif de facilitation actuellement en vigueur, permettant aux membres de la communauté nationale établie à l'étranger, titulaires de passeports étrangers en cours de validité, d'entrer et de sortir du territoire national, avec exemption de visa, jusqu'au 31 décembre 2026, et ce, en application des hautes instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué un communiqué du ministère. Selon le document, « en application des hautes instructions de Monsieur le président de la République et conformément à son souci permanent de prendre en charge les préoccupations des membres de la communauté nationale à l'étranger, notamment pour ce qui est de la facilitation des procédures de leur entrée au territoire national, le ministère des Affaires étrangères porte à la connaissance de nos concitoyens résidant à l'étranger, titulaires de passeports étrangers en cours de validité, qu'il a été décidé, à titre exceptionnel, de prolonger le dispositif de facilitation actuellement en vigueur, leur permettant d'entrer et de sortir du territoire national avec exemption de visa, et ce, jusqu'au 31 décembre 2026 ». La même source a ajouté que, « les bénéficiaires de ce dispositif de facilitation n'auront qu'à présenter un passeport étranger en cours de validité, accompagné d'un passeport national biométrique ou d'une carte d'identité nationale biométrique, même s'ils ne sont plus valides, à condition d'utiliser les mêmes documents à l'entrée et à la sortie du territoire national, a conclu le communiqué.

L. Zeggane

DISCOURS SUR L'ÉTAT DE LA NATION

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE, HIER, DEVANT LE PARLEMENT NATIONAL

« L'Algérie va bien »

Le président Tebboune, tout en annonçant le maintien du dialogue politique initié en 2024, assure et rassure que l'État algérien ne renoncera jamais à son caractère social.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est plié, hier, au Palais des nations à Alger, à l'exercice constitutionnel qu'il avait instauré lui-même en 2023, notamment le discours sur l'état de la Nation. Un moment fort dans la tradition présidentielle au cours duquel le Président a présenté le bilan de l'année qui prend fin aujourd'hui. Devant les membres des deux chambres du Parlement national, le Président a inauguré son discours en saluant l'adoption des textes relatifs à l'amendement du Code de la nationalité et à la criminalisation de la colonisation française en Algérie. Une décision saluée en ce que cet acte revêt de nationaliste et de souverain pour répondre à des actes hostiles à l'égard du pays. Une année après l'avoir annoncé aux mêmes lieux et à l'occasion de sa prestation de serment pour le deuxième mandat, le Président relance le dialogue politique constructif en assurant qu'il tient à cette initiative qui sera lancée effectivement après l'adoption, par le Parlement, du projet d'amendement de la loi sur les partis qui a eu un quitus du Conseil des ministres de dimanche dernier. Ce geste vaut fidélité à l'engagement politique – mais pas que – pris il y a une année devant le peuple. Il s'est engagé ainsi à poursuivre les réformes démocratiques et ce en respect de la devise de l'Etat : « Par le peuple et pour le peuple ». Le même engagement est renouvelé pour la lutte sans merci contre la corruption et mobilisant plus que jamais l'appareil judiciaire.

INVESTISSEMENT : 19.000 PROJETS DE 61 MILLIARDS USD

Abordant le volet économique, le Président a indiqué que l'Algérie est entrée dans une ère cruciale. Il en veut pour preuve, un pays attractif qui a réussi à mobiliser, en deux ans et à travers l'Agence nationale de promotion de l'investissement (AAPI), 19 000 projets d'une valeur de 8242 milliards de dinars (61 milliards de dollars) pour 500 000 postes d'emploi à la clé. Petite pique à l'égard de ceux qui disent que l'Algérie est isolée, le Président a relevé 309 projets d'investissement appartenant à des étrangers. « L'Algérie a réussi à intégrer notre pays dans une dynamique d'investissement sans précédent », a-t-il affirmé. À ceux encore qui distillent le doute, il a martelé que « l'économie nationale est en bonne santé, ce n'est pas grâce au président de la République, mais le mérite revient à tous les hommes, parmi les travailleurs et les cadres de l'Etat, sur le terrain, qui ont réalisé des miracles ». La preuve ? La maîtrise de l'inflation (ramenée à moins de 2,8 %). Sur le terrain, il y a le grand défi de la voie ferroviaire Béchar-Tindouf-Gara Djebilet d'une longueur de 950 kilomètres. Quant à la croissance économique, est située autour de 4% depuis 2023 et comme confirmé par les institutions financières internationales. Grâce à des secteurs performants. A commencer par l'industrie qui après une « traversée du



désert » (3 % seulement), l'industrie contribue aujourd'hui avec 10 % au Produit intérieur brut (PIB). « Il faut être ingrat et envieux pour ne pas reconnaître ces réalisations », dira-t-il à l'adresse des défaitistes, auxquels il dira : « La confusion, la surenchère, les insultes, la calomnie et la démoralisation n'atteindront pas leurs objectifs ».

80 % DES BESOINS LOCAUX EN MÉDICAMENTS COUVERTS

Autre secteur, la production pharmaceutique qui a atteint aujourd'hui une couverture des besoins nationaux de 80 % avec, en sus, l'ambition de produire des médicaments complexes comme ceux traitant les cancers. Une performance, à laquelle on rajoute la production de l'insuline, les vaccins et autres, qui vaut à l'Algérie le statut de « leader en Afrique et dans le monde arabe ». Ce qui économise au trésor public un montant de 250 millions de dollars.

START-UP : 13 000 ENTITÉS

Sur le projet de création de 20 000 start-up d'ici la fin du deuxième mandat, le Président a fait part de 13 000 entités créées à ce jour, saluant « les jeunes « start-uppeurs » qui ont cru en leurs capacités et en celles de leur pays, qu'ils ont honoré à l'étranger. » Pour le Président, le jeune algérien d'aujourd'hui n'est pas un chercheur d'emploi, mais c'est lui-même, à travers la création de son entreprise, qui génère de l'emploi. Il rappelle, toujours à propos des start-up, les jeunes algériens envoyés dans des pays qui ont percé dans le domaine pour acquérir le savoir-faire et l'expérience. Sur les grands projets structurants, il a souligné en gras, et comme il fallait s'y attendre, le gisement de fer de Gara Djebilet à Tindouf. « Un mégaprojet, la troisième plus grande mine de fer au monde, devenu une réalité, précisant avoir concrétiser ce qui semblait être impossible à réaliser ». Aussi, les regards sont braqués vers la production des phosphates intégrés dans la région Bled El-Hadba à Tebessa. « Nous disons qu'il sera produit (phosphate, ndlr) et transporté en toute sécurité, et nous doublerons nos capacités de production cinq fois », s'est-il engagé évoquant une production qui atteindra à termes 10 millions de tonnes par an contre 2,5 millions actuellement. Il a aussi rappelé le projet de Oued Amizour (gisement de

zinc et de plomb) à Bejaia qui n'est pas non plus des moindres vue son potentiel dans le domaine minier. Or, l'Algérie n'exploite que 20 gisements miniers actuellement, ce qui ne pourrait pas constituer une alternative aux hydrocarbures. Concernant le secteur de l'énergie, le Président a parlé surtout du renouvelables après le lancement de 25 stations photovoltaïques pour produire 3 200 mégawatts d'électricité solaire et dont l'excédent sera orienté vers des pays européens avec qui l'Algérie s'est déjà sérieusement engagée.

AGRICULTURE : 15 000 ENTREPRISES CRÉÉES

Pour le secteur agricole, le Président s'est félicité de la création, par des agriculteurs, de 15 000 entreprises agricoles, et ce « loin du contrôle du ministère de l'Agriculture », soulignant que qu'ils ont commencé à avoir un impact positif sur l'économie nationale. « Surtout avec l'intégration de la technologie dans ce secteur qui se professionnalise de plus en plus. « Nous avons réalisé de grands succès », a-t-il noté, déplorant toutefois l'« échec » dans la production des viandes qui a contraint l'Etat à dépenser des millions de dollars dans l'exportation pour combler le déficit. « C'est un appel aux professionnels du secteur pour qu'ils soient jaloux de leur pays, car les fonds d'importation de viande sont d'abord destinés aux enfants de l'Algérie », a-t-il indiqué. Par ailleurs, les surfaces agricoles dédiées aux céréales s'élèvent à 30 000 hectares avec l'ambition d'atteindre 200 000 d'ici 2027 pour augmenter la production en blés, tendre et dur, maïs, ainsi que les légumes secs. « Il faut atteindre l'autosuffisance alimentaire pour se libérer totalement de la dépendance de l'étranger », a souligné le Président à ce sujet. Surtout que l'Algérie atteindra d'ici deux à trois ans une population quelques 50 millions d'âmes. « La bataille démographique doit être gagnée », a-t-il ajouté.

Abordant le secteur de la Santé, le Président a fait part de la réalisation, courant de l'année, de quelque 2 200 nouveaux lits assurant que notre système de santé est bon. Au titre de l'éducation, tout comme la santé, le Président a assuré que l'Etat restera social et que dès lors il ne renoncera pas à l'école et les soins gratuits. Pour preuve, la hausse des salaires, de l'allocation chômage, des

retraites le tout selon les capacités de l'Etat. Il y a aussi, souligne le Président, la titularisation de 82 000 fonctionnaires, outre la baisse de l'âge de départ à la retraite pour les enseignants. Toujours en ce qui concerne le pouvoir d'achat, il a cité la Loi de finances 2026 qui prévoit la réduction des impôts sur les salaires (IRG).

HABITAT : 1,7 MILLION DE LOGEMENTS DEPUIS 2019

Autre secteur performant, le logement avec la réalisation, depuis l'entame du premier mandat présidentiel, de 1 700 000 logements, avec un engagement d'atteindre deux millions d'unités jusqu'à la fin du mandat. « Nos chiffres sont corrects et sont sous le microscope, et s'ils ne l'étaient pas, ils feraient l'objet d'attaques de la part de médias mondiaux », a souligné le Président, allusion faite aux « ennemis » qui cherchent la petite bête pour dénigrer l'Algérie. Pas que, le Président a dénoncé aussi l'accapement de foncier dans le pays. « Parmi les secrets de l'ancien régime, j'ai imposé au défunt président Bouteflika l'annulation de toutes les attributions de terres à Sidi Abdallah (Alger) à certains, afin qu'elles reviennent au peuple à travers des projets de logement », a témoigné Tebboune à ce sujet.

Sur la sécurité hydrique, le Président a souligné les projets de stations de dessalements déjà réalisées et celles en cours, dont notamment celles prévues à Chlef, Tlemcen et Mostaganem. Par ailleurs, il a ordonné, séance tenant, deux projets de déminéralisation à Tindouf et à Tamanrasset pour répondre aux besoins de nos concitoyens dans le sud du pays.

SOUTIEN TOTAL À LA PALESTINE ET AU SAHARA OCCIDENTAL

Enchaînant avec la politique étrangère, le Président a réitéré le soutien de l'Algérie à la cause palestinienne et sahraouis, tout en dénonçant les critiques et les attaques hostiles à l'égard de la Tunisie. Concernant, justement, la Tunisie voisine, le Président a réitéré que les deux pays sont plus que jamais proches que son homologue Kaïs Saïd est un « nationaliste » et « patriote » qui aime son pays.

Farid Guellil

IMPORTATION DE PLUS DE 1,1 MILLION DE TONNES DE MAÏS

Bouffée d'oxygène pour la filière avicole

L'Office national des aliments de bétail (ONAB), a programmé l'importation de quantités supplémentaires de maïs, estimées à 1,150 million de tonnes jusqu'au mois de février prochain, en vue de renforcer les niveaux d'approvisionnement du marché en ce produit, et de répondre à la forte demande actuellement enregistrée, indique, lundi, un communiqué du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

En effet, L'ONAB a entamé « l'importation de 1 150 000 tonnes de maïs durant la période allant du 28 décembre courant à février 2026, après avoir constaté un déficit dans l'approvisionnement du marché en ce produit, et à l'issue de la rencontre ayant réuni le ministre du secteur avec les représentants de la filière avicole, au cours de laquelle toutes les mesures nécessaires ont été prises pour l'importation, le stockage et la distribution du maïs entrant dans la production des aliments de bétail, afin d'assurer un approvisionnement régulier et continu du marché national et de garantir sa disponibilité ainsi que la stabilité du marché », solen la même source. Ajoutant que, « l'opération se déroule conformément à un programme précis, avec la réception de 250.000 tonnes de maïs, durant la période du 28 décembre courant au 1er janvier 2026, à travers les ports d'Oran, d'Alger, de Skikda et de Béjaïa ».



Précisant qu'« une autre quantité de 500.000 tonnes sera réceptionnée au cours du mois de janvier 2026. Ainsi qu'une quantité supplémentaire de 400.000 tonnes est prévue au cours du mois de février 2026 ». Compte tenu des quantités déjà importées, en cours d'acheminement et programmées, le ministère a rassuré « l'ensemble des professionnels, notamment les acteurs de la filière avicole, quant à la disponibilité du maïs sur le marché national en quantités suffisantes, appelant à adopter des pratiques d'approvisionnement régulières et à faire preuve de responsabilité collective afin de préserver l'équilibre du marché ».

Il a également été décidé de « constituer un stock de réserve de maïs afin d'éviter toute perturbation future dans son approvisionnement, au regard de la récurrence de cette situation chaque année, ajoute le communiqué. Dans ce cadre, le ministère a souligné « avoir mobilisé l'ensemble des moyens pour assurer le suivi régulier de l'approvisionnement du marché en maïs, afin de répondre au besoin du marché national en cette matière première qui représente 80 % des aliments destinés à la filière avicole », a conclu le communiqué.

L. Zeggane

NOUVEAU CENTRE DE VIROLOGIE ET UNE USINE DE VACCINS POUR RENFORCER LES CAPACITÉS NATIONALES

Mise en place d'un groupe de travail multisectoriel pour concrétiser le projet

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudène, accompagné du ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a présidé lundi la cérémonie d'installation d'un groupe de travail multisectoriel chargé du suivi du projet de création d'un Centre intégré de recherche en virologie et d'une usine nationale de production de vaccins. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des orientations du président Abdelmadjid Tebboune visant à renforcer la souveraineté sanitaire et les capacités nationales en matière de recherche scientifique et d'industrie pharmaceutique. Elle répond aux instructions du Premier ministre et aux décisions de la réunion ministérielle conjointe du 18 octobre dernier. Il est à souligner que ce groupe est composé de 22 membres représentant les secteurs de la Défense nationale, de la Santé, de l'Industrie pharmaceutique, de l'Industrie, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ainsi que l'Agence nationale de sécurité sanitaire, il a pour mission de suivre ce projet national stratégique. L'objectif est de bâtir des capacités nationales avancées dans la recherche, le développement et la production de vaccins,



afin de garantir l'autosuffisance nationale, de renforcer la résilience face aux futures épidémies et de promouvoir la place de l'Algérie sur la scène scientifique et sanitaire régionale et internationale.

Pour rappel, lors de la Foire de la production algérienne (FPA), le président Tebboune avait insisté sur le rôle stratégique de l'Algérie dans la production de vaccins, appelant à faire du pays un pôle continental capable de fournir l'Afrique en vaccins, notamment dans les secteurs où la production reste limitée. Il a souligné que l'autosuffisance vaccinale nationale est une nécessité pour renforcer la sécurité sanitaire et accompagner les pays africains dans la lutte contre les

maladies, tout en valorisant la production nationale. Cette vision cadre parfaitement avec le projet du Centre de recherche en virologie et de l'usine de production de vaccins.

UN LEVIER DE SOUVERAINETÉ SANITAIRE

Dans son allocution, le ministre de la Santé a rappelé que le groupe de travail « assume une grande responsabilité nationale exigeant professionnalisme, rigueur et respect des standards scientifiques internationaux ».

Il a précisé que la mission du groupe ne se limite pas au suivi du projet, mais comprend également l'élaboration d'une stratégie scientifique intégrée,

l'évaluation des ressources et l'unification des efforts entre les différents secteurs, conformément à la politique sanitaire et pharmaceutique nationale. Pour lui, « la réussite de ce groupe sera un indicateur réel de notre capacité à travailler en coordination intersectorielle et permettra de transformer les défis sanitaires en force motrice pour la science, l'industrie et l'économie nationale, tout en renforçant la sécurité sanitaire ».

ANTICIPER LES RISQUES ET DÉVELOPPER L'EXPERTISE

De son côté, le ministre de l'Industrie pharmaceutique a qualifié ce projet de « stratégique », soulignant qu'il vise à renforcer le système de santé, anticiper les risques épidémiques et développer une expertise nationale de haut niveau.

Il a insisté sur l'importance de l'unification des compétences scientifiques, techniques et institutionnelles pour mettre en place une infrastructure moderne et sécurisée au service des citoyens. Selon lui, « la concrétisation de ces ambitions exige le respect des délais et l'adoption des plus hauts standards de qualité et de rigueur pour transformer ce projet en réalité tangible ».

Sarah O.

AMEL ABDELLATIF :

« Il faut renforcer le contrôle des produits liés à la sécurité »

Nécessité de renforcer le contrôle des produits liés à la sécurité, et de s'assurer de leur conformité aux normes techniques en vigueur, a souligné la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amel Abdellatif lors d'une visite de travail au Laboratoire national d'essais (LNE), a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette visite, Mme Abdellatif s'est enquis des différents services et structures techniques du Laboratoire, et a écouté d'amples explications sur ses missions et son rôle central dans la réalisation des analyses et des essais en laboratoire de divers produits de consommation, selon la même source. La ministre a également pris connaissance « des moyens matériels et humains disponibles, ainsi que des mécanismes de travail adoptés en matière de contrôle de la qualité et de la sécurité », soulignant « l'importance stratégique que revêt le LNE ». Mme Abdellatif a, en outre, instruit les responsables du laboratoire d'« assumer un rôle « central » et « efficace » dans le soutien aux opérations de contrôle économique, le renforcement de la veille technique et la contribution à la détection précoce des produits non conformes, afin de permettre la prise des mesures nécessaires dans les délais appropriés et partant, protéger le consommateur », a ajouté la même source. Dans le même contexte, la ministre a affirmé que « le recours à des résultats scientifiques précis constitue un pilier essentiel pour la prise de décisions adéquates, et le renforcement de l'efficacité du contrôle en amont et en aval, garantissant ainsi la conformité des produits aux normes nationales en vigueur », a conclu le communiqué.

L.Z.

INDUSTRIE

Une plateforme numérique pour le suivi des biens récupérés

Le ministère de l'Industrie a lancé une nouvelle plateforme numérique dédiée au suivi des biens récupérés, une initiative visant à renforcer la transparence et l'efficacité de la gestion publique. Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a réaffirmé, lors de la cérémonie de lancement qui s'est tenue en présence des points focaux et des représentants des secteurs concernés, « l'engagement de son Département à promouvoir la bonne gouvernance et à soutenir la transformation numérique, considérée comme un choix stratégique pour améliorer la performance publique ». Selon lui, cette initiative s'inscrit dans le cadre des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui visent la modernisation de l'administration, le renforcement de la numérisation et la promotion de la transparence. La responsable de l'Inspection générale du ministère de l'Industrie a été chargée de superviser l'activation de la plateforme, afin d'assurer l'unification des règles de traitement, l'exploitation optimale de l'outil et le suivi précis, en temps réel, de la situation des biens récupérés.

S. O.

PROLIFÉRATION DES CONSTRUCTIONS ILLICITES

La Cour des comptes situe les carences des communes

À partir d'un échantillon de huit communes relevant des wilayas de Béjaïa, M'sila, Bordj Bou Arreridj et Boumerdès, la Cour des comptes a effectué une évaluation de l'action des communes en matière d'encadrement de l'extension urbaine.

Son rapport annuel pour 2025 « fait apparaître une appropriation insuffisante par les communes de leurs prérogatives en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire ». D'où, selon le rapport, le « retard important dans l'élaboration et la révision des instruments et outils d'urbanisme ainsi et un manque d'efficacité dans la délivrance des actes d'urbanisme et le suivi de leur mise en œuvre ». Le rapport évoque « la prolifération des constructions illicites. Un phénomène qui persiste en dépit des dispositifs de régularisation et de mise en conformité initiés périodiquement par les pouvoirs publics ». Il cite les facteurs qui ont conduit à cette situation : l'insuffisance structurelle dans l'encadrement des services communaux de l'urbanisme ; l'absence d'une veille urbanistique territoriale effective ; la faible numérisation du domaine de l'urbanisme ; le manque d'engouement des citoyens lors des enquêtes publiques pour l'élaboration des instruments d'urbanisme. Un rappel : « l'urbanisme et l'aménagement offrent un cadre d'action à l'État et aux collectivités locales pour planifier et gérer l'usage des sols et organiser l'espace urbain de manière à répondre aux besoins des



habitants, à améliorer la qualité de vie et à favoriser un développement urbain harmonieux et durable ». Une définition : l'extension urbaine est « l'étalement de la ville en continuité de l'urbain existant et à travers la création de nouvelles zones bâties isolées puis l'occupation des espaces vacants ». Il s'agit, décrit le rapport, d'« un processus par lequel la ville s'agrandit, en termes de population et de superficie, en intégrant souvent des terres rurales périphériques ». C'est « le reflet du développement économique et social du pays durant les dernières décades ». Sur le terrain, « la croissance démographique et l'exode rural ont induit une extension urbaine massive à travers une demande accrue de logements et d'infrastructures, tels que les réseaux divers (routes, transport, eau, assainissement, gaz et électricité) ainsi que les équipements administratifs, sportifs, culturels, et espaces verts ». Cette extension est, en

principe, encadrée par « la loi n° 90-29 du 1er décembre 1990 relative à l'aménagement et l'urbanisme, modifiée et complétée, suivant laquelle les outils et instruments d'urbanisme ont connu une grande refondation ». Autre rappel : l'élaboration de ces outils et instruments est une prérogative dévolue à l'Assemblée populaire communale (APC) ». La réalité présente un contraste frappant avec le cadre juridique et réglementaire comme le montre « le constat établi dès 2010 par le schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) et qui demeure d'actualité », repris par le rapport : dégradation du cadre de vie, marqué par l'étalement de tisseurs urbains non structurés et mal équipés, et par l'abandon des centres anciens ; marginalisation de quartiers entiers, prolifération de l'habitat précaire (8% du parc de logement, en moyenne) et construction d'habitat en violation de la

législation et la réglementation en matière d'urbanisme. La Cour des comptes réitère « sa précédente recommandation quant au parachèvement du système d'information géographique (SIG), contenue dans son rapport annuel 2023 », et énonce une série de recommandations aux pouvoirs publics : finaliser promptement le référentiel national d'adressage (RNA) tout en assurant sa mise à jour continue ; renforcer l'opposabilité des instruments d'urbanisme pour mieux encadrer l'urbanisation dans l'espace et dans le temps ; instaurer une veille urbanistique territoriale plus pertinente à travers un renforcement et une meilleure coordination des organes en charge de l'urbanisme à divers niveaux. Quant aux communes, elles doivent « veiller au respect strict des actes d'urbanisme délivrés à travers un suivi in itinere (c'est-à-dire « au cours ») de leur mise en œuvre ». **M'hamed Rebah**

FACE AUX DÉFIS ACTUELS Abdelaziz Medjahed souligne l'importance de la vigilance citoyenne et le rôle de l'ANP

Le Directeur général de l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG), Abdelaziz Medjahed, a estimé que l'élaboration d'une loi criminalisant la colonisation française en Algérie était un devoir, soulignant la nécessité de renforcer la vigilance et la conscience des citoyens afin de relever les défis. Invité du Forum de la Chaîne 1 de la Radio algérienne, Medjahed a déclaré que "l'élaboration de la loi criminalisant la colonisation française en Algérie était un devoir impérieux, d'autant plus que l'Algérie est considérée comme le symbole de la libération de l'Afrique du joug du colonialisme direct et indirect", mettant en garde les jeunes, en particulier, contre "les plans des partisans de l'Organisation de l'armée secrète (OAS) au sein de certains cercles politiques de la rive Nord de la Méditerranée". Après avoir salué "le ralliement et l'adhésion du peuple algérien aux principes et aux valeurs immuables", Medjahed a loué le rôle de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la mise en échec de toutes les tentatives hostiles, notamment sur les frontières, insistant sur la nécessité "de renforcer la vigilance et la conscience des citoyens pour faire face à tous les plans ennemis et relever les défis". Il a aussi affirmé que l'Algérie "demeure vigilante face à ces tendances, à travers le renforcement de son front interne et la mobilisation du peuple autour de son Armée", rappelant que "la véritable citoyenneté repose sur l'accomplissement des devoirs". À cette occasion, Medjahed a salué les conclusions du Conseil des ministres, tenu dimanche sous la présidence du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, soulignant que les amendements apportés au projet de loi organique relatif aux partis politiques ont pour but d'amener ces formations à assumer pleinement les rôles qui leur sont dévolus, notamment en ce qui concerne l'encadrement de la société et son orientation dans le cadre de la démocratie participative, et d'instaurer une concurrence politique loyale et transparente.

Sarah O.

LOTFI BOUDJEMÂA PRÉSIDENT LA CÉRÉMONIE À TIPASA

Sortie de promotions d'officiers de l'administration pénitentiaire

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemâa, a présidé une cérémonie de sortie de promotions d'officiers et d'agents de réinsertion à l'École nationale des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire (ENFAP) de Koléa, dans la wilaya de Tipasa. Outre le ministre de la Justice, garde des Sceaux, étaient présents à la cérémonie, la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nassima Arhab, le secrétaire général du gouvernement, Yahia Boukhari, ainsi que d'autres hauts responsables de l'État. La première promotion de 55 officiers principaux chargés de la rééducation a obtenu son diplôme de l'École nationale des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire. À l'occasion de cette cérémonie annuelle, qui couronne un parcours de formation professionnel et de haut niveau, ont également été diplômés la 30e promotion d'officiers de rééducation, composée de 88 officiers, et la 39e promotion d'agents de rééducation, composée de 1529 agents. Une promotion de

cadres ayant le grade de lieutenant pour la direction de la justice militaire a également été diplômée, dans le cadre d'accords de coopération entre les ministères de la Justice et de la Défense nationale, a expliqué le directeur de l'école, Ramzi Azzam. S'exprimant à cette occasion, le directeur de l'école a déclaré que « les programmes pédagogiques étaient en phase avec les programmes de réinsertion mis en œuvre dans les établissements pénitentiaires, ainsi qu'avec les exigences de la politique de réinsertion des détenus ». Il a également souligné « le haut niveau des encadreurs chargés de la mise en œuvre de ces programmes, qui sont des cadres et des formateurs ayant reçu une formation dans divers domaines à l'intérieur et à l'extérieur du pays ». Azzam a souligné que « la formation dispensée à l'ENFAP comprenait un volet théorique et un volet pratique, et permettait aux diplômés d'exercer leurs fonctions avec professionnalisme et compétence, dans le respect des droits humains, une fois qu'ils auraient rejoint

leurs institutions, les invitant à œuvrer à la mise en œuvre « efficace et efficiente » de la politique de réinsertion ».

HOMMAGE AUX MARTYRS DU DEVOIR

Par ailleurs, la cérémonie s'est poursuivie par un hommage aux martyrs du devoir national, rendu par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, après qu'il a passé en revue les carrés des étudiants. À noter que la promotion des officiers supérieurs a été baptisée du nom de feu Bitam Abdessalam, décédé en juillet 2021 des suites du coronavirus, après une riche carrière qui l'avait menée au poste de directeur de l'établissement pénitentiaire de Batna. La promotion des officiers a été baptisée du nom du défunt Aârab Mohamed, assassiné en 1994 par un groupe terroriste, tandis que la 39e promotion des agents de rééducation a été baptisée du nom du défunt, Baghzouz Ahcene, également assassiné en 2000 à Boumerdès. Après avoir donné leur nom aux promotions, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, accompagné de Hauts

responsables de l'État, a supervisé la remise des grades et des diplômes aux meilleurs élèves de chaque promotion. Les deux promotions ont ensuite effectué des démonstrations sportives et artistiques, ainsi que des présentations sur l'utilisation des armes. Elles ont également réalisé un exercice de simulation visant à prévenir les incidents dans les établissements pénitentiaires et à apprendre à y faire face. À cet effet, les élèves de l'école ont fait preuve de compétences et de techniques de haut niveau lors de leurs démonstrations sur la manière de maîtriser des détenus dangereux qui tentaient de semer le trouble et le chaos au sein d'un établissement pénitentiaire, conformément aux normes internationales en vigueur et dans le strict respect des droits humains lors de toute intervention visant à maîtriser un détenu. Tel est l'objectif de la formation des officiers et des agents à ce type d'exercices, comme l'a expliqué le directeur de l'École.

L. Zeggane

SAHARA OCCIDENTAL

La Résolution 2797 de l'ONU réaffirme le droit à l'autodétermination

L'année 2025 restera comme une étape charnière dans le dossier du Sahara occidental, un conflit de décolonisation non résolu qui a retrouvé une place centrale à l'agenda international. Cette dynamique a culminé le 31 octobre avec l'adoption, par le Conseil de sécurité des Nations unies, de la Résolution 2797, un texte qui, en dépit des lectures biaisées relayées par l'occupant marocain, consacre des principes fondamentaux favorables à la cause sahraouie et à la légalité internationale.



Ph : DR

La résolution a, en premier lieu, entériné la prolongation pour une année supplémentaire du mandat de la MINURSO, la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental. Ce renouvellement est intervenu malgré les manœuvres persistantes du Maroc visant à obtenir la dissolution de cette mission onusienne. Pour le Front Polisario, ce maintien constitue une garantie essentielle de la survie de l'option référendaire, seule voie reconnue par l'ONU pour permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination. Le second point majeur réside dans la réaffirmation explicite du droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination. La Résolution 2797 précise que toute solution politique doit être « conforme aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations unies » et s'inscrire dans le prolongement des résolutions pertinentes de l'ONU. Elle fixe pour objectif une solution politique « mutuellement acceptable qui assure l'autodétermination du peuple du Sahara occidental », inscrivant ainsi sans ambiguïté ce droit fondamental au cœur du processus politique. L'Algérie, membre non permanent du Conseil de sécurité, a rappelé à cette occasion que la résolution constitue un rappel clair à la légalité internationale et un appel pressant à des négociations sincères. De son côté, l'envoyé per-

sonnel du Secrétaire général de l'ONU, Staffan de Mistura, a souligné que toute issue au conflit devait impérativement être politique, mutuellement acceptable et fondée sur le droit du peuple sahraoui à décider librement de son avenir. Le président sahraoui, Brahim Ghali, a pour sa part insisté sur la responsabilité historique de la communauté internationale dans l'achèvement du processus de décolonisation du Sahara occidental. Il a affirmé que la Résolution 2797, à l'instar des précédentes, réaffirme le caractère non négociable du droit à l'autodétermination et à l'indépendance, soulignant que seule l'organisation d'un référendum libre et transparent permettra d'instaurer une paix durable. Cependant, cette réaffirmation diplomatique contraste violemment avec la réalité vécue par les Sahraouis dans les territoires occupés. Ces derniers jours, de vives condamnations ont été exprimées après les violations graves des droits humains subies par la militante sahraouie El-Maâlouma Abdallah à l'aéroport d'El-Aâyounne occupée. Soumise à une fouille humiliante et provocatrice par les services de renseignement marocains, la militante a été ciblée en raison de son engagement en faveur des droits humains, après sa participation à une activité politique pacifique dans les camps de réfugiés sahraouis. Les organisations sahraouies de

défense des droits humains dénoncent une politique systématique de harcèlement, d'intimidation et de représailles, menée par les autorités d'occupation marocaines contre les militants sahraouis. Ces pratiques, qualifiées de discriminatoires et racistes, constituent des violations flagrantes de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Face à cette situation, les appels se multiplient en direction des Nations unies et de la communauté internationale pour une intervention urgente, la protection des défenseurs sahraouis des droits humains et le déploiement de missions internationales indépendantes chargées de surveiller la situation des droits de l'homme dans le Sahara occidental occupé.

Ainsi, si l'année 2025 n'a pas encore permis de mettre un terme à ce conflit, elle a clairement remis au centre du débat international les principes fondamentaux de la Charte de l'ONU. L'autodétermination demeure l'unique horizon politique légitime et juste pour clore définitivement l'un des derniers dossiers de décolonisation en Afrique, tandis que la persistance de la répression sur le terrain rappelle l'urgence d'une action internationale cohérente et conforme au droit.

M. Seghilani

DIPLOMATIE MULTILATÉRALE L'OCI et le Koweït scellent un partenariat stratégique

Le siège de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), à Djeddah, a abrité la cérémonie officielle de signature d'un accord de coopération entre l'OCI et l'Institut diplomatique Saoud N. Al-Sabah de l'État du Koweït. Cet accord s'inscrit dans une dynamique visant à renforcer l'action islamique commune et à consolider le partenariat stratégique entre les institutions diplomatiques du monde islamique.

L'accord a été signé, pour l'OCI, par Son Excellence M. Yousef bin Mohammed Al-Dobeay, secrétaire général adjoint chargé des affaires politiques et, pour l'Institut diplomatique Saoud Al-Nasser, par Son Excellence l'ambassadeur Nasser Al-Subaie, vice-ministre des Affaires étrangères et responsable des affaires de l'Institut. À travers cet accord, les deux parties entendent approfondir leur coopération dans le domaine du renforcement des capacités diplomatiques. Il prévoit la conception et la mise en œuvre de programmes spécialisés destinés à la formation des diplomates issus des pays islamiques, au développement de leurs compétences professionnelles et à la préparation d'experts qualifiés dans le champ de la diplomatie multilatérale. L'initiative vise également à doter les cadres diplomatiques des États membres de l'OCI d'outils adaptés aux défis contemporains des relations internationales, afin de mieux défendre les intérêts communs du monde islamique et d'accroître l'efficacité de sa présence sur la scène internationale. Les responsables des deux institutions ont souligné l'importance stratégique de cet accord, qui reflète une volonté partagée de promouvoir la coopération institutionnelle, l'échange d'expertise et la formation continue, considérés comme des leviers essentiels pour renforcer le rôle collectif des pays islamiques dans les forums régionaux et internationaux. Par cette démarche, l'OCI et l'Institut diplomatique Saoud N. Al-Sabah confirment leur engagement à investir dans le capital humain diplomatique et à consolider une action coordonnée au service des États membres, dans un contexte international marqué par des mutations politiques et géopolitiques profondes.

M.S.

GROUPE A3+ ALERTE L'ONU

La reconnaissance sioniste du « Somaliland » menace la paix internationale

Une nouvelle escalade diplomatique secoue le Conseil de sécurité des Nations unies. Le groupe « A3+ », composé de l'Algérie, de la Somalie, de la Sierra Leone et de la Guyana, a mis en garde contre les conséquences graves de la reconnaissance par l'entité sioniste de la région dite du « Somaliland », qualifiant cette démarche d'atteinte directe à la souveraineté somalienne et de menace majeure pour la paix et la sécurité régionales et internationales.

S'exprimant lors d'une séance consacrée aux menaces pesant sur la paix mondiale, le représentant permanent de la Somalie auprès de l'ONU, Abukar Taher Osman, a dénoncé une « gifle choquante » portée à l'intégrité

territoriale de son pays. Il a rappelé que le Somaliland constitue une partie intégrante et indivisible de la Somalie, et que toute tentative de reconnaissance unilatérale viole frontalement la Charte des Nations unies ainsi que les principes fondateurs de l'Union africaine. Le diplomate somalien a souligné que cette reconnaissance constitue un précédent dangereux, susceptible d'encourager la fragmentation territoriale et d'alimenter les foyers de tension dans une région stratégique déjà fragilisée. Selon le groupe A3+, une telle initiative pourrait déstabiliser l'ensemble de la Corne de l'Afrique et de la mer Rouge, avec des répercussions bien au-delà du continent africain. Le groupe a salué la réactivité de la

présidence du Conseil de sécurité, qui a convoqué la réunion à la demande des pays africains, soutenus par la Chine, le Pakistan et la Fédération de Russie. Il a également appelé l'ensemble des membres du Conseil à adopter une position claire, ferme et unifiée condamnant cet acte jugé illégal, tout en exigeant de l'entité sioniste qu'elle y renonce sans délai.

Au-delà de la question somalienne, les membres du groupe A3+ ont exprimé une inquiétude profonde face à certaines déclarations évoquant la relocalisation forcée du peuple palestinien hors de sa terre. Ils ont rejeté catégoriquement toute tentative visant à transférer les Palestiniens de Ghaza vers le nord-est de la Somalie, rappelant que de

telles démarches constituent une violation grave du droit international et des avis consultatifs de la Cour internationale de justice.

Le groupe a insisté sur le fait qu'aucune utilisation illégale de territoires appartenant à des États souverains ne saurait être tolérée, pas plus que la négation du droit à l'autodétermination d'un peuple ayant subi des crimes contre l'humanité durant des décennies.

Il a mis en garde contre toute atteinte à l'avenir du peuple palestinien comme à la souveraineté de la Somalie. Réaffirmant son soutien au droit légitime du peuple palestinien à l'autodétermination et à un État indépendant et souverain, le groupe A3+ a dénoncé le choix de l'entité

sioniste d'exporter l'instabilité vers la Corne de l'Afrique, au lieu de contribuer aux efforts internationaux de paix et de reconnaître enfin l'État palestinien dans le cadre de la solution à deux États. En conclusion, le groupe a appelé la communauté internationale à assumer pleinement ses responsabilités conformément à la Charte des Nations unies, et à rejeter toute mesure fondée sur des procédés illégaux qui porterait atteinte à la souveraineté des États ou aux droits fondamentaux des peuples. Une mise en garde ferme, qui place le Conseil de sécurité face à ses responsabilités, à l'heure où les équilibres régionaux et internationaux demeurent plus fragiles que jamais.

M.S.

PLUSIEURS DIRIGÉANTS DE LA RÉSISTANCE PARTYRISÉS Ghaza endeuillée

La bande de Ghaza a vécu, ce lundi, un moment lourd de symboles et de gravité. Les Brigades du martyr Ezzedine Al-Qassam, bras armé de la résistance palestinienne, ont annoncé le martyre de plusieurs de leurs principaux dirigeants, tombés sur le champ de bataille dans le cadre de la guerre d'anéantissement menée par l'occupation israélienne contre l'enclave palestinienne.

Parmi les figures annoncées figurent Mohammed Al-Sinwar, chef d'état-major des Brigades, Mohammed Shabana, commandant de la brigade de Rafah, Hikmat Al-Issa, cadre historique du mouvement, ainsi que le cheikh Raed Saad, ancien responsable du département de la fabrication militaire et des opérations. Mais c'est surtout l'annonce du martyre du porte-parole emblématique Abou Obeida qui a suscité une onde de choc bien au-delà de Ghaza. Dans un communiqué solennel, les Brigades Al-Qassam ont salué Abou Obeida comme « la voix de la nation et le battement de cœur de la Palestine ». Figure masquée, reconnaissable à ses discours sobres et tranchants, il était devenu, depuis le début de l'opération Déluge d'Al-Aqsa, un symbole médiatique et politique de la résistance, relayant les développements militaires et incarnant, pour des millions de personnes, la parole de Ghaza assiégée. Le nouveau porte-parole militaire a remplacé ces pertes dans un cadre plus large, rappelant que le 7 octobre avait constitué « un séisme face à



Ph: DR

l'injustice, à l'oppression et au blocus ». Il a dénoncé la poursuite de l'agression israélienne, appelant la communauté internationale à s'attaquer à « l'arsenal meurtrier de l'occupation » plutôt qu'à criminaliser la résistance d'un peuple soumis à un siège total. Au-delà du registre militaire, le message s'est voulu profondément politique et humain. L'appel lancé aux peuples du monde à secourir Ghaza, toujours confrontée à la famine, aux bombardements et à l'effondrement des infrastructures, souligne l'ampleur de la catastrophe humanitaire en cours. « L'automne de l'occupation a commencé », a affirmé le communiqué, évoquant un basculement historique nourri par le sang des civils, des femmes et des enfants. De son côté, la résistance palestinienne a rendu hommage aux dirigeants

martyrs, affirmant que leur assassinat ne briserait ni la volonté du peuple palestinien ni la détermination de sa résistance. Elle a rappelé que ces cadres incarnaient des décennies de lutte, de planification et de résilience face à une occupation qui, malgré la supériorité militaire, n'est pas parvenue à imposer la reddition. Dans une Ghaza ravagée, où les tentes de déplacés remplacent les maisons détruites, la disparition de ces figures marque une nouvelle étape dans une guerre asymétrique et sans relâche. Mais pour la résistance, le message reste inchangé : la mort de ses dirigeants ne met pas fin à la lutte, elle en renforce la charge symbolique et politique, dans un contexte où l'impunité de l'occupation continue d'être dénoncée à travers le monde.

M.Seghilani

CISJORDANIE ET EL-QODS OCCUPÉE

L'escalade des violences israéliennes se poursuit

Les territoires palestiniens occupés ont de nouveau été le théâtre d'une série d'agressions israéliennes coordonnées, marquées par des arrestations massives, des blessés par balles, des attaques de colons contre des civils bédouins et la poursuite de la politique de démolition de logements palestiniens à El-Qods occupée. À l'aube de ce mardi, les forces d'occupation israéliennes ont mené des incursions simultanées dans plusieurs villes de Cisjordanie, notamment à Ramallah et Al-Bireh, où six Palestiniens ont été arrêtés. Ces opérations militaires se sont accompagnées d'un usage excessif de la force, comme en témoigne la blessure par balle d'un homme âgé près du camp de réfugiés d'Al-Amari, prise en charge par les équipes du Croissant Rouge palestinien. Au nord d'El-Qods occupée, un autre palestinien a été grièvement blessé par des tirs israéliens près du mur de séparation, dans la localité d'Al-Ram, alors qu'il tentait simplement de rejoindre son lieu de travail à l'intérieur des territoires palestiniens occupés depuis 1948. Un épisode révélateur des restrictions quotidiennes imposées aux Palestiniens et de la violence systématique qui accompagne le dispositif de séparation. Dans le gouvernorat d'Al-Khalil, cinq autres palestiniens ont été arrêtés, parmi lesquels une jeune femme agressée physiquement par les forces d'occupation. À Beit Ummar, l'acharnement sécuritaire s'est illustré par la cin-

quième perquisition en moins d'une semaine du domicile du militant Mohammad Awad. Sa fille, Achwaq Ayad, ancienne prisonnière libérée, a été violemment battue lors de son arrestation, subissant une fracture à la main, un fait qui s'inscrit dans une longue série de violences à l'encontre des détenus et ex-détenus palestiniens. Parallèlement à ces opérations militaires, les colons israéliens ont intensifié leurs attaques contre les communautés palestiniennes, sous la protection implicite de l'armée d'occupation. À Mikhamas, au nord-est d'El-Qods occupée, plus de vingt colons ont pris d'assaut le rassemblement bédouin de Kallet Al-Sidra. Armés de matraques, de pierres, de gaz et de barres de fer, ils ont agressé les habitants, blessé plusieurs d'entre eux, endommagé des habitations et détruit un véhicule appartenant à un militant solidaire. La destruction volontaire de panneaux

solaires, principale source d'électricité du rassemblement, illustre une stratégie de harcèlement visant à rendre la vie impossible aux communautés bédouines, dans le but de les forcer à quitter leurs terres. Ces attaques s'inscrivent dans un cadre plus large d'agressions organisées et répétées contre les populations rurales palestiniennes. À El-Qods occupée, la politique de démolition se poursuit. Ce mardi matin, les forces d'occupation ont entamé la destruction d'une maison à Silwan, sous le prétexte récurrent de « construction sans permis », alors même que l'obtention de ces permis est quasi impossible pour les Palestiniens. La veille, la confirmation judiciaire de l'expulsion de treize logements à Batn Al-Hawa a ravivé les craintes d'une accélération du nettoyage ethnique dans la ville sainte. Selon la préfecture d'El-Qods, ces décisions visent à renforcer la mainmise coloniale

autour de la mosquée Al-Aqsa et à relier les implantations illégales de Silwan entre elles, au détriment du droit au logement et à la dignité des habitants palestiniens. D'autres incursions ont également été signalées à Tuqu', au sud-est de Bethléem, où quinze Palestiniens ont été brièvement détenus avant d'être relâchés, ainsi que dans les localités d'Al-Ubeidiya, Dar Salah et Al-Shawawra. L'ensemble de ces événements confirme une intensification des politiques répressives israéliennes en Cisjordanie et à El-Qods occupée, combinant violence militaire, attaques de colons et expulsions forcées, dans un contexte d'impunité persistante et de silence international. Si tu le souhaites, je peux aussi te proposer des titres percutants, un chapeau journalistique, ou adapter l'article à un format 1 500 mots conforme à ta ligne éditoriale habituelle.

M. S.

L'ONU fustige la récente législation de l'entité sioniste privant l'Unrwa d'eau et d'électricité

Les Nations unies ont dénoncé mardi la récente législation de l'entité sioniste qui approuve la coupure d'eau et d'électricité à l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa), au risque de priver des millions de personnes de ces services de base. Dans un communiqué rendu public mardi, le chef de l'Unrwa, Philippe Lazzarini, a fustigé la nouvelle législation, la qualifiant de "scandaleuse" et affirmant qu'elle "s'inscrit dans le cadre d'une campagne systématique et continue visant à discréditer l'Unrwa et, par conséquent, à entraver le rôle central que joue l'agence" en fournissant une assistance aux réfugiés palestiniens. De son côté, Filippo Grandi, à la tête du Haut Commissaire de l'ONU pour les réfugiés (HCR) jusqu'à fin 2025 et ancien chef de l'Unrwa, a jugé la législation de l'entité sioniste de "très regrettable". Dans une déclaration aux médias, il a rappelé que l'Unr-

wa, contrairement à d'autres agences de l'ONU, assure des services publics de base tels que l'éducation et la santé aux millions de réfugiés palestiniens à Ghaza et en Cisjordanie occupée, ainsi qu'au Liban, en Jordanie et en Syrie. "Si vous privez ces personnes de ces services...il vaudrait mieux alors trouver un substitut", ce qui "serait très difficile", a-t-il souligné. "Actuellement, il y a un grand risque que des millions de personnes soient privées de services essentiels si l'Unrwa se voit encore davantage privée de l'espace et des ressources nécessaires pour travailler", a-t-il affirmé. Selon M. Grandi, l'Unrwa est "une force de paix et de stabilité". "Dans une région où chaque parcelle de stabilité et chaque effort en faveur de la paix sont nécessaires, il serait vraiment irresponsable de laisser une organisation aussi importante dépérir davantage", a-t-il assuré.

GHAZA

Un nourrisson meurt de froid

Malgré l'annonce d'un cessez-le-feu il y a près de trois mois, le secteur de Ghaza continue d'être la cible d'agressions israéliennes quasi quotidiennes. Les bombardements aériens et d'artillerie menés ces derniers jours contre plusieurs zones de l'enclave témoignent d'une réalité brutale : la guerre, sous d'autres formes, se poursuit. Selon des sources locales, l'occupation israélienne a lancé des frappes aériennes contre Al-Maghazi et Beit Lahia, dans le nord du secteur de Ghaza, tout en pilonnant par l'artillerie de larges zones de Khan Younès et de Rafah, au sud. À l'est de la ville de Ghaza, des immeubles résidentiels ont été délibérément détruits, tandis qu'un véhicule blindé piégé a été déclenché dans les zones orientales de la ville, aggravant encore la dévastation déjà massive. Au centre de l'enclave, des avions de guerre ont visé l'est du camp de réfugiés d'Al-Maghazi, prolongeant un climat de terreur pour une population déjà éprouvée par des mois de siège, de destructions et de déplacements forcés. Sur le plan humain, le bilan reste lourd. Au cours des dernières 48 heures, les hôpitaux du secteur de Ghaza ont reçu un martyr extra-it des décombres ainsi que trois blessés. Un autre Palestinien a perdu la vie après l'effondrement d'un mur dans le quartier de Tal Al-Hawa, au sud-ouest de la ville de Ghaza, illustrant les conséquences indirectes mais mortelles des destructions massives infligées aux infrastructures civiles. Plus tragique encore, le nourrisson Arkan Mosleh, âgé de seulement deux mois, est décédé des suites du froid. Sa mort porte à 25 le nombre de Palestiniens, majoritairement des enfants, ayant succombé aux vagues de froid, conséquence directe du manque d'abris, de chauffage et de conditions de vie décentes imposé par le siège et la destruction systématique des habitations. Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 11 octobre 2025, 414 Palestiniens ont été tués et 1 145 blessés, tandis que 680 corps ont été extraits des décombres. Ces chiffres viennent s'ajouter à un bilan déjà effroyable : depuis le 7 octobre 2023, l'agression israélienne contre Ghaza a fait 71 266 martyrs et 171 222 blessés. Dans un contexte de silence international persistant et d'absence de mécanismes de protection pour les civils, la population de Ghaza continue de payer le prix le plus lourd. Entre bombardements, destructions, famine et froid meurtrier, le cessez-le-feu proclamé apparaît de plus en plus comme une illusion, incapable de mettre fin à la souffrance quotidienne d'un peuple assiégé.

M. S.

TISSEMSILT. FORMATION PROFESSIONNELLE

Plus de 3 000 places pédagogiques réservées pour la session de février

La direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP) de la wilaya de Tissemsilt a réservé, en prévision de la prochaine session de formation prévue pour le mois de février 2026, un total de 3.160 places pédagogiques dans les différents modes de formation, a-t-on appris, lundi, auprès de la même direction.

Le chef du service Apprentissage, de la Formation continue et du partenariat à la direction, Boualem Yousfi, a précisé que le secteur a programmé 3.160 places pédagogiques au profit des candidats souhaitant intégrer la formation professionnelle, réparties sur 81 spécialités. Il a souligné que la session de février est une session de rattrapage de celle d'octobre dernier et vise à permettre aux jeunes retardataires d'accéder aux parcours de formation. Le même responsable a ajouté que la détermination du nombre de places programmées a été effectuée à l'issue d'une étude approfondie des besoins de la wilaya, en coordination avec les différents orga-



nismes de l'emploi, afin d'améliorer les opportunités d'insertion professionnelle des stagiaires après l'obtention de leur diplôme. La branche de l'agriculture a bénéficié de la plus grande part avec 940 places pédagogiques, en raison de la vocation agricole de la wilaya. Celle du bâtiment et des travaux publics a également bénéficié de 555 places pédagogiques, en adéquation avec la dynamique de développement que connaît la wilaya, notamment après avoir bénéficié de plusieurs projets dans le cadre du programme

complémentaire de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Par ailleurs, 385 places ont été réservées à la filière du textile et de l'habillement, et 150 places à celle de l'informatique et des télécommunications, dans le but d'accompagner la transformation numérique et de renforcer les compétences locales dans ce domaine stratégique. La même source a indiqué que 915 places ont été réservées aux bénéficiaires de l'allocation chômage, 200 places aux cours du soir sanc-

tionnés par un certificat de qualification, en plus de plus de 100 places destinées aux femmes au foyer.

A cette occasion, le responsable a invité les jeunes à s'inscrire à cette session, précisant que les inscriptions ont débuté le 14 décembre courant et se poursuivront jusqu'au 7 février prochain. Il a également souligné que l'opération se fait exclusivement via la plateforme numérique "Takwine", sans nécessité de fournir des documents papier.

SOUK-AHRAS. FORMATION PROFESSIONNELLE

Signature d'une convention de coopération avec la direction des œuvres universitaires

Une convention de coopération, prévoyant le transport des stagiaires des établissements de formation à bord des bus universitaires, a été signée à Souk Ahras, entre la direction de la formation et de l'enseignement professionnels et la direction des œuvres universitaires, a-t-on appris, lundi, auprès des directeurs des deux secteurs. M. Sebti Hessida, directeur de la formation et de l'enseignement professionnels, a précisé à l'APS que cette convention vise à améliorer les conditions de formation des stagiaires, notamment ceux qui résident dans des zones éloignées, en les transportant régulièrement vers leurs établissements. Il a ajouté que cette convention, qui s'ajoute à de nombreux accords précédemment conclus, s'inscrit dans le cadre des missions dévolues au secteur, et de "l'approche coopérative" adoptée par le ministère de l'Education nationale et celui de la formation professionnelle pour aider les jeunes en formation à suivre leurs cours dans des conditions optimales, tout en consacrant des bases de partenariat et d'intégration entre les deux directions. De son côté, le directeur des Œuvres universitaires Lokmane Ouham, a déclaré que cette convention contribuera également à alléger les charges financières des stagiaires. Les deux responsables ont également indiqué que cet accord "reste ouvert à l'évaluation et au développement futurs", avec possibilité "d'élargir les domaines de coopération pour inclure d'autres services susceptibles d'améliorer les prestations des établissements de formation de la wilaya de Souk Ahras".

SKIKDA. "LE DESIGN ET L'INNOVATION DANS L'ARTISANAT"

Thème d'un Séminaire national

Un Séminaire national sur "Le design et l'innovation dans l'artisanat" a été organisé lundi à Skikda à l'initiative de la Chambre locale de l'artisanat et des métiers (CAM) sous le slogan "Du patrimoine à l'innovation, un artisanat au service du développement" avec la participation de 40 wilayas. L'ouverture de cette rencontre s'est déroulée au Palais de la culture Malek-Chebel en présence du wali, Saïd Akhrouf, du directeur du développement de l'artisanat et des métiers au ministère du Tourisme et de l'artisanat, Azzedine Kali-Ali, de la sous-directrice du développement de l'entrepreneuriat et de l'innovation au même ministère, Rabia Zekhmi, des directeurs de 40 chambres de wilaya de l'artisanat et des métiers et d'experts. Dans son allocution à l'occasion, M. Kali-Ali a affirmé que l'innovation et la

conception constituent aujourd'hui "les piliers fondamentaux" de la consolidation de la capacité compétitive des produits artisanaux par l'amélioration de la qualité et l'accompagnement des exigences des marchés nationaux et internationaux, relevant l'importance de l'accompagnement des artisans dans les domaines du marketing et de l'emballage. De son côté, Ithri Boutabna, directeur de la chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de Skikda, a indiqué que l'objectif du Séminaire est de construire une vision nouvelle de l'artisanat reposant sur l'innovation comme locomotive du développement et sur la conception comme outil stratégique pour assurer la pérennité des métiers et de leur place économique. Les recommandations de la rencontre ont porté l'accent sur la nécessité d'encourager l'intégration de la

conception moderne aux produits artisanaux tout en assurant la préservation de leur identité culturelle et leur authenticité ainsi que l'innovation, la création d'espaces de coopération entre concepteurs et artisans, l'intégration des modules de l'innovation et de l'entrepreneuriat aux formations des artisans et l'accompagnement des artisans innovants pour la création de leurs micro-entreprises et la commercialisation de leurs produits. La rencontre a donné lieu à des conférences sur la conception et l'innovation et à des ateliers interactifs entre artisans, concepteurs, acteurs économiques et représentants de divers organismes dont le Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST), en plus d'une exposition de produits artisanaux.

BORDJ BOU-ARRERIDJ. SANTÉ

Près de 90 interventions chirurgicales programmées au profit d'enfants scolarisés

L'hôpital Lakhdar-Bouzidi de Bordj Bou Arreridj a programmé, pour la période des vacances d'hiver, près de 90 interventions chirurgicales au profit d'enfants scolarisés dans le cadre d'une campagne visant à prendre en charge les maladies détectées lors des consultations médicales périodiques, a indiqué, lundi, le directeur de la santé et de la population (DSP), Ahmed Djemaï. Le même responsable a précisé à l'APS que les équipes médicales mobilisées dans le cadre de cette ini-

tiative ont réalisé, jusqu'à présent, 80 interventions chirurgicales, notamment des opérations relatives aux hernies, à l'appareil urinaire, à l'appendicite ainsi qu'à l'exérèse de certaines tumeurs. M. Djemaï a souligné que cette campagne "procède d'une stratégie liée à l'exploitation des vacances scolaires pour la prise en charge sanitaire des élèves, notamment lorsqu'il s'agit d'affections diagnostiquées lors des examens périodiques réalisés dans le cadre du programme de santé scolaire". Il a égale-

ment indiqué que l'objectif principal consiste à "réduire les délais d'attente et d'assurer un suivi médical efficace des enfants scolarisés". Le directeur de la santé et de la population a ajouté qu'une campagne similaire débutera bientôt à l'hôpital Ahmed-Benabid pour prendre en charge les élèves souffrant de maladies oto-rhino-laryngologiques (ORL) et d'affections oculaires. Le même responsable a par ailleurs fait savoir que la wilaya de Bordj Bou Arreridj bénéficiera, dans le cadre du pro-

gramme national de lutte contre le cancer, de nouveaux équipements médicaux, notamment deux appareils de mammographie et deux échographes qui devraient être réceptionnés "au début de l'année prochaine". Les équipements en question sont destinés aux établissements de santé des communes de Bordj Bou Arreridj et de Ras El Oued "afin de renforcer les moyens de dépistage précoce du cancer du sein, tout en améliorant la qualité des soins dispensés aux femmes".

EL-TARF. COMMUNE

DE BOUGOUS

17 mechtas bientôt alimentées en eau potable

Dix sept (17) mechtas de la commune frontalière de Bougous, située à 20 km au sud-est d'El Tarf, ont bénéficié d'une opération de développement destinée à renforcer l'alimentation des habitants en eau potable (AEP), a-t-on appris, lundi, auprès de la direction des ressources en eau. Le chef du service de l'AEP au sein de cette direction, Hicham Rekab, a indiqué que cette opération entamée en mai dernier pour approvisionner une population totale de 8.000 âmes, inscrite dans le cadre des programmes sectoriels, a nécessité un investissement public de 900 millions de dinars. Cette même opération vise également à sécuriser et à diversifier les sources d'approvisionnement de la commune de Bougous-centre, alimentée à partir du barrage de Meksa, selon la même source. Les travaux consistent à réaliser 5 stations de pompage et 10 réservoirs d'une capacité variant entre 300 et 1.000 m³, ainsi qu'une station de traitement des eaux et une autre flottante d'une capacité, chacune, de 8.600 m³/jour, a encore fait savoir M. Rekab. Les 17 mechtas ciblées, situées, pour la plupart, en zone montagneuse, représentent 50 % de la population totale de la commune de Bougous, selon le même responsable qui a ajouté que l'approvisionnement en eau potable se fera à partir du barrage de Bougous à la faveur de la mise en place de conduites sur un linéaire de 35 km. Le chef du service de l'AEP a conclu en soulignant que ce projet, dont l'avancement des travaux varie entre 45 et 50%, sera achevé "durant l'été 2026".

ORAN. ALGÉRIENNE DES EAUX

Des chercheurs de l'Université de Mascara proposent des solutions nouvelles et innovantes

Des chercheurs de l'Université de Mascara ont présenté, mardi à Oran, solutions efficaces et applicables ont été proposées et ont reçu l'adhésion du partenaire économique, à savoir l'Algérienne des Eaux.

"Cela reflète la solidité de la coopération entre l'université et les partenaires sociaux et économiques, en adéquation avec la politique générale de l'Etat visant à développer une recherche scientifique répondant aux exigences de la société algérienne et aux besoins de l'économie nationale", a-t-il souligné. Il a également indiqué que l'Algérienne des Eaux a exprimé sa volonté de poursuivre et d'élargir la coopération au-delà du cadre initial du projet, ouvrant ainsi des perspectives pour de nouveaux partenariats et la possibilité de généraliser les solutions développées à l'échelle nationale. De son côté, le directeur central de la Communication de l'Algérienne des Eaux, Mohamed Soltani, a affirmé que l'implication de l'entreprise dans ce projet, à travers son unité opérationnelle de la wilaya de Mascara, s'inscrit dans la politique de numérisation du secteur et d'adoption de solutions intelligentes visant à améliorer la distribution de l'eau aux



citoyens. Il a précisé que ce projet vise directement à améliorer le service public et à l'élever au niveau des attentes du citoyen algérien, tout en contribuant au développement de l'économie nationale, soulignant la nécessité de réfléchir aux mécanismes de généralisation de ces outils innovants et de leur intégration dans les politiques publiques de gestion de l'eau. Pour sa part, le directeur du Laboratoire de recherche technologique en intelligence artificielle et en sécurité alimentaire de l'Université de Mascara et chef du projet ECO-GIRE, Benhaoua Mohamed Kamel, a expliqué que ce projet permet de développer des systèmes capables de prédire les pannes avec plus de précision, d'assurer la qualité de l'eau et d'améliorer la continuité du service. Les équipements développés par l'équipe du projet ont été testés avec succès et ont

répondu aux besoins exprimés par l'Algérienne des Eaux, signale-t-on. Ces systèmes comprennent, notamment, un système d'information géographique (SIG) dédié au réseau

d'eau, accompagné d'une application web permettant d'obtenir des cartes précises du réseau de distribution, d'assurer une surveillance centralisée des infrastructures et de servir d'outil d'appui à la maintenance préventive et curative, tout en fournissant un tableau de bord d'aide à la décision pour améliorer la gestion du réseau. Un système de surveillance du réseau de distribution d'eau potable basé sur une architecture Internet des objets (IoT) à trois niveaux a également été développé, en plus de la conception de plusieurs ensembles destinés à la mesure et à l'analyse, en temps réel, des données essentielles du réseau de l'Algérienne des Eaux, note-on.

MILA. RÉSEAU DE GAZ NATURE

Lancement de projets de raccordement de 5 mechtas à Terrai-Baïnan

La direction de distribution de Mila, relevant du groupe Sonelgaz, a lancé des travaux de raccordement au gaz naturel de 5 agglomérations secondaires situées dans les communes de la daïra de Terrai-Baïnan, a-t-on appris, mardi, auprès de cette direction. Le responsable de la communication, Redha Fergani, a expliqué que ces projets, récemment lancés, visent à acheminer le gaz naturel vers Dar El Hamra Essoufla et Mechra, dans la commune de Terrai-Baïnan, Koubâa et Ain El-Hamra (commune d'Amira-Arrès), et Boudaoud (commune de Tessala Lemtai). Pas moins de 1.026 foyers sont ciblés par cette opération de mise en gaz financée au titre de programmes de l'Etat destinés à améliorer les conditions de vie des populations rurales, a ajouté M. Fergani, précisant qu'un réseau de distribution de 90 km sera réalisé en vue de ces raccordements.

MÉDÉA. ENVIRONNEMENT

Fermeture de dix-huit décharges illicites

Dix-huit décisions de fermeture de décharges illicites disséminées à travers plusieurs communes de la wilaya de Médéa ont été prises durant l'année 2025 dans le cadre d'une vaste opération d'éradication de décharges non contrôlées, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale de l'environnement. La fermeture de ces décharges anarchiques vise à lutter contre la pollution de l'environnement, l'atteinte à la santé du citoyen et la préservation du cadre de vie des habitants, a fait savoir la directrice de l'environnement, Samira Maameri. Selon cette responsable, l'opération d'élimination des points de dépôts illicites de déchets (restes de produits alimentaires-emballage et autres) entamée, au début de l'année 2025, a permis d'éradiquer un nombre important de points noirs éparpillés à travers les principales agglomérations urbaines. Le plan d'action de propreté initié, à cet effet, par les autorités locales s'est traduit par l'organisation de centaines d'opérations de nettoyage, de collecte de déchets domestiques et de gravas abandonnés par des particuliers, a-t-elle ajouté. La directrice a fait savoir que des campagnes hebdomadaires ont eu lieu durant toute l'année au niveau de l'ensemble des communes de la wilaya ayant abouti à la collecte de centaines de tonnes de déchets qui constituaient un danger pour la santé des habitants et favorisaient la dégradation du milieu naturel. Mme Maameri a indiqué qu'un

plan d'action de propreté urbaine est mis en œuvre, depuis quelques semaines, au niveau des grandes agglomérations urbaines, comme Médéa, Ksar El-Boukhari, Beni Slimane, Tablat et Berrouaghia, dans le but de préserver le cadre de vie des habitants et lutter contre toutes les

formes d'insalubrité susceptibles d'impacter la santé du citoyen. Ce plan d'action vient renforcer les campagnes de nettoyage menées régulièrement au niveau de ces agglomérations visant à éliminer une éventuelle prolifération de décharges illicites en milieu urbain, a-t-elle souligné.

JIJEL. ROUTES NATIONALES ET DE CHEMINS DE WILAYA

Lancement en 2026 de plusieurs projets de réhabilitation

Plusieurs projets portant réhabilitation de certaines routes nationales (RN) et de chemins de wilaya (CW) seront lancés en 2026 dans la wilaya de Jijel, a déclaré, lundi, le directeur des travaux publics (DTP), Slimane Khalfa. Le même responsable a ajouté, dans une déclaration à l'APS, que l'année prochaine verra également le lancement de travaux de dédoublement, sur 8 km, de la RN 77 entre le chef-lieu de wilaya et la bretelle d'accès à la pénétrente autoroutière Djen-Djen (Jijel)-El Eulma (Sétif), ainsi

que le lancement de travaux de renforcement de plusieurs sections de la RN 43 entre les communes de Jijel et d'El Milia. D'autres travaux sont également prévus en 2026 " aussitôt après la finalisation des procédures administratives d'usage", relatifs à la réhabilitation du CW 147 qui relie les zones de Djimar (commune de Chekfa) et d'Oued Nil (commune de Taher), selon la même source. M. Khalfa a indiqué, d'autre part, que les ports de pêche et de plaisance d'El Aouana et de Ziama-Mansouriah ont bénéficié de deux opéra-

tions de protection au moyen de brise-lames, financées à hauteur de 1,4 milliard de dinars (700 millions de dinars pour chacune), afin de préserver ces infrastructures des hautes vagues et, partant, permettre une meilleure exploitation de ces ports par les pêcheurs. Le port de Jijel a également bénéficié d'une opération de renforcement de la digue principale sur une distance de 110 mètres, moyennant un financement de 1,1 milliard de dinars, a conclu le DTP.

KHENCHELA. DEPUIS DÉBUT

2025

Près de 1.500 exploitations agricoles raccordées au réseau d'électricité

Au total, 1.464 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau électrique depuis le début de l'année 2025 à ce jour à travers la wilaya de Khenchela, a-t-on appris lundi auprès du directeur local de distribution de l'électricité et du gaz. Dans une déclaration à l'APS, le chargé de communication de cette direction, Mohamed Tahar Boukehil, a indiqué que dans le cadre du programme financé par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche pour 2025, pas moins de 1.464 exploitations agricoles dans plusieurs communes de la wilaya ont été raccordées au réseau d'électricité à la faveur de la réalisation d'un réseau de 629 km de lignes pour une enveloppe financière de 2,8 milliards DA. La direction locale de distribution de l'électricité et du gaz prévoit pour 2026 le raccordement au réseau électrique de plus de 200 exploitations agricoles dans le cadre du programme financé par le même ministère, tandis que plus de 1000 autres exploitations seront raccordées au titre des autres programmes publics visant la relance du secteur agricole, selon la même source. M. Boukehil a rappelé que la même direction a procédé au titre du programme quinquennal 2020-2025 au raccordement de 5.338 exploitations agricoles au réseau d'électricité grâce à la réalisation d'un réseau de 2.440 km pour une enveloppe financière de 7,77 milliards DA. Ces raccordements ont été effectués dans le cadre du programme complémentaire décidé pour la wilaya de Khenchela par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune ainsi que dans les programmes du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales, du Fonds national de développement des Hauts-plateaux et du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, selon la même source.

BOUIRA. SONELGAZ

188 millions de DA consacrés au renforcement du réseau gazier depuis 2020

Une enveloppe financière estimée à 188 millions de dinars a été allouée ces cinq dernières années à la réalisation d'une vingtaine de projets visant à renforcer le réseau du gaz naturel à travers plusieurs communes de la wilaya de Bouira, a-t-on appris lundi auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz. Depuis 2020, 188 millions DA ont été consacrés à la réalisation de plusieurs investissements et projets visant à renforcer le réseau du gaz naturel à travers des communes et des localités de l'est, l'ouest et le sud de la wilaya, a expliqué la même source. Un réseau d'une longueur de 29,25 km a été réalisé pour raccorder des centaines de foyers afin de leur assurer "une meilleure qualité du service" et pour répondre à la demande "croissante" en gaz naturel suite à une hausse continue du nombre des clients de la Sonelgaz qui est passé de 138.842 clients en 2020 à 184.697, soit une évolution de 33%, selon la même source. Les communes ayant bénéficié de ces opérations sont Bouira, Lakhdaria, Raffour (M'Chedallah), Ain Bessem, Sour El Ghozlane, Kadiria et Dirah, est-il précisé.

ESTRÉS

CAN-2025/ALGÉRIE – GUINÉE ÉQUATORIALE
(AUJOURD'HUI À 17H00) :

Un dernier rendez-vous pour préparer l'essentiel

Déjà assurée de terminer en tête de son groupe, la sélection algérienne disputera cet après-midi (17h00) son troisième et dernier match de la phase de groupes de la Coupe d'Afrique des nations face à la Guinée équatoriale. Une rencontre sans véritable enjeu comptable, les deux équipes abordant ce rendez-vous avec des objectifs bien différents et un contexte largement clarifié.

Avec deux victoires lors des deux premières journées, les « Verts » ont rapidement validé leur qualification pour les huitièmes de finale, s'installant solidement au sommet de leur groupe. En face, la Guinée équatoriale, battue à deux reprises, se retrouve pratiquement éliminée de la course à la qualification, ce qui enlève à cette affiche toute pression sportive immédiate.

Ce scénario offre une opportunité idéale au sélectionneur national Vladimir Petković. Le technicien suisse devrait profiter de cette rencontre pour ménager plusieurs cadres de l'équipe, éprouvés par l'enchaînement des matchs et appelés à jouer un rôle clé lors des phases à élimina-



tion directe. L'objectif est clair : préserver la fraîcheur physique et mentale du groupe avant d'aborder le tournant décisif de la compétition dès les huitièmes de finale.

Au-delà de la gestion de l'effectif, ce match représente également une chance précieuse pour les joueurs habituellement cantonnés au banc de touche.

Dans une compétition aussi relevée que la CAN, le temps de jeu est un facteur essentiel, et cette rencontre pourrait permettre à plusieurs éléments de prouver leur valeur et de marquer des points auprès du staff technique.

Vladimir Petković l'a d'ailleurs laissé entendre à l'issue de la précédente rencontre face au Burkina Faso : des changements sont envisagés afin d'offrir à l'ensemble de l'effectif l'opportunité de se

mettre en rythme. Une stratégie qui s'inscrit dans une logique de rotation maîtrisée, visant à maintenir une concurrence saine tout en renforçant la profondeur du groupe.

Sans enjeu direct sur le classement, ce duel face à la Guinée équatoriale n'en demeure pas moins important pour l'Algérie. Il servira de répétition générale avant l'entrée dans le vif du sujet, là où la moindre erreur se paie cash.

Entre gestion des forces, observation des doublures et maintien de la dynamique positive, les « Verts » aborderont ce dernier match avec sérénité, mais sans perdre de vue l'essentiel : être prêts le moment venu pour les grands rendez-vous.

Hakim S.

RIYAD MAHREZ : « L'essentiel, c'est d'être prêts pour les matchs décisifs »

Capitaine et leader technique de la sélection nationale, Riyad Mahrez s'exprime avec lucidité et sérénité avant d'affronter la Guinée équatoriale pour le compte de la dernière journée de la phase des poules.

À l'image d'un groupe sûr de sa force mais conscient des exigences du haut niveau, le numéro 7 algérien a mis en avant la progression collective avant toute considération individuelle.

Il a notamment souligné l'évolution positive du rendement de l'équipe d'un match à l'autre. Une analyse qui reflète le sentiment général autour des « Verts », dont le jeu gagne en fluidité et en maîtrise à mesure que la compétition avance. Malgré une qualification déjà acquise, le capitaine assure que l'Algérie abordera le troisième match de la phase de groupes avec le même sérieux, avant de basculer plei-



nement vers l'objectif principal : les huitièmes de finale.

Interrogé sur ses performances personnelles et sur sa place grandissante dans l'histoire du football algérien,

Riyad Mahrez a tenu à relativiser. «Que je marque moi ou un autre, que je devienne le buteur historique de la sélection ou non. Tout cela n'est que du bonus», a-t-il confié.

Une déclaration qui résume parfaitement l'état d'esprit du joueur : marquer, faire marquer ou battre des records ne sont, à ses yeux, que des éléments secondaires face à la réussite collective.

Dans un groupe mêlant expérience et jeunesse, le rôle de Mahrez dépasse largement le cadre statistique. Par son calme, son discours et son exemplarité, il incarne un leadership tourné vers l'intérêt du collectif, un atout précieux dans une compétition où la pression monte à chaque tour.

Alors que l'Algérie s'apprête à disputer son dernier match de la phase de groupes avant d'entrer dans le vif du sujet, les paroles de son capitaine traduisent une ambition maîtrisée : avancer étape par étape, rester concentré sur le jeu et faire de la performance collective la clé du parcours continental.

H. S.

IL COMPTABILISE 17 VICTOIRES EN 22 MATCHS

Petkovic consolide ses statistiques avec les Verts

Sous la houlette du sélectionneur suisse, Vladimir Petkovic, l'équipe nationale algérienne continue d'afficher une dynamique impressionnante, confirmant match après match la solidité de son projet sportif.

Avec une 17e victoire en 22 rencontres, dont 13 succès officiels, le technicien helvétique consolide des statistiques positives qui traduisent une progression constante et maîtrisée des « Verts ».

Plus qu'une simple série de résultats, c'est une vision à long terme qui semble prendre forme : celle d'un collectif capable de rivaliser durablement avec les meilleures sélections du continent.

Dans cette Coupe d'Afrique des nations 2025 qui se poursuit au Maroc, l'Algérie impose déjà sa marque. Présente, disciplinée et efficace, elle écrit de nouveaux chapitres de son histoire continentale à travers des chiffres révélateurs d'un haut niveau de performance. L'entame de compétition est tout simplement idéale. Pour la cinquième fois dans son histoire, après les éditions 1982, 1984, 1990 et 2019, la sélection algérienne a remporté ses deux premiers matchs de la phase de groupes, confirmant ainsi son aptitude à bien entrer dans les grands tournois.

Plus significatif encore, la défense algérienne n'a concédé aucun but lors de ces deux premières rencontres, une performance réalisée pour la sixième fois dans l'histoire du pays en Coupe d'Afrique. Cette solidité défensive, devenue une véritable signature, témoigne de l'équilibre trouvé entre rigueur tactique



et engagement collectif. L'organisation mise en place par Petkovic, associée à une discipline exemplaire sur le terrain, permet à l'Algérie d'aborder chaque match avec sérénité et confiance. Le succès face au Burkina Faso (1-0) illustre parfaitement cette maturité. Loin d'être une victoire anodine, ce résultat enrichit les statistiques historiques des « Verts », puisqu'il s'agit du huitième succès sur ce score précis en Coupe d'Afrique, obtenu face à des adversaires de renom et sur différentes éditions du tournoi. Une preuve supplémentaire de la capacité de l'Algérie à gérer les matchs serrés et à faire la différence dans les moments clés.

Sur le plan global, le bilan continental de l'Algérie continue de s'étoffer : 30 victoires, 24 matchs nuls et 28 défaites, avec 101 buts inscrits pour 93 encaissés. Des chiffres qui racontent une longue trajectoire faite de défis, de transitions, mais aussi de progrès constants. Ils reflètent l'évolution d'une sélection qui a su apprendre de ses échecs pour bâtir une identité compétitive.

Le match contre le Burkina Faso a également été marqué par un nouvel épisode symbolique : le cinquième penalty de l'histoire de l'Algérie en

Coupe d'Afrique, transformé par le capitaine Riyad Mahrez. Véritable leader technique et moral, Mahrez continue de marquer l'histoire de la sélection. En inscrivant trois buts lors des deux premières rencontres du tournoi, il devient le troisième joueur algérien à réaliser cet exploit, rejoignant un cercle très fermé de figures emblématiques du football national.

Dans les cages, une autre page s'est écrite. Le gardien Luca Zidane est entré dans l'histoire en devenant le premier portier algérien depuis 1996 à conserver sa cage inviolée lors des deux premiers matchs d'une CAN. Une performance qui met en lumière la complémentarité entre le dernier rempart et une défense attentive, concentrée et solidaire.

Enfin, cette rencontre face au Burkina Faso a aussi offert un aperçu de l'avenir. Trois joueurs ont disputé leurs premières minutes en Coupe d'Afrique des nations : Samir Chergui, Himad Abdelli et Zineddine Belaïd. Leur intégration progressive souligne la volonté du staff technique de renouveler l'effectif sans rompre avec la stabilité actuelle, assurant ainsi une continuité dans le projet sportif.

Hakim S.

VLADIMIR PETKOVIC :

«Gagner pour prolonger la série positive»

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football, Vladimir Petkovic, a qualifié de "compliqué" le match face à la Guinée équatoriale, prévu mercredi (17h00), soulignant l'importance de conclure le premier tour de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2025) par un troisième succès, lors de la clôture de la phase de groupes (Gr. E). "C'est vrai que nous sommes qualifiés, mais ce match compte énormément pour notre moral et pour prolonger la série positive. Il faut aussi démontrer, en tant que joueurs et en tant qu'équipe, nos vraies valeurs, et continuer à progresser, en attendant les prochains tours", a-t-il déclaré en conférence de presse. Le premier responsable technique de l'équipe nationale a également mis en garde contre la solidité de son prochain adversaire, éliminé après avoir concédé deux défaites face au Burkina Faso (2-1) et au Soudan (1-0). "Ce sera un match compliqué, ils ont aussi eu un peu de malchance, surtout lors du premier match. Comme toujours, nous nous concentrons sur nous-mêmes, avec du respect pour l'adversaire, et nous cherchons à gagner également demain", a-t-il ajouté. Abordant le match face au "Nzalang Nacional" de la Guinée équatoriale, Petkovic s'attend à une rencontre intense. "Un match exigeant, important, où il faudra tout donner. C'est un adversaire que nous avons déjà affronté, que nous connaissons assez bien, et la connaissance est réciproque. C'est pourquoi, je vois un match très serré, toujours sur le fil du rasoir", a-t-il estimé, annonçant des ajustements possibles dans son onze de départ. "Demain, je ferai quelques changements, mais je dois encore attendre pour voir la situation des joueurs, tout n'est pas encore totalement clair. J'ai confiance en mes joueurs. Je dois encore évaluer combien de changements je ferai, mais ce ne seront certainement pas les mêmes onze joueurs qui ont commencé les deux derniers matchs", a-t-il assuré. A propos du gardien Lucas Zidane, le sélectionneur a salué son apport lors des deux premières sorties. "Il a réalisé de très bons matchs et a apporté une contribution importante lors de ces deux victoires. Avec plus d'expérience et plus de matchs, il nous aidera encore davantage à progresser ensemble avec lui", a-t-il affirmé. Et d'enchaîner : "Nous devons être performants avec nos qualités, donner le tempo et dominer l'adversaire, car demain il sera important aussi, dans le jeu, de dominer pour obtenir un résultat", a-t-il souligné. Dressant un premier bilan après les deux rencontres, le sélectionneur national a mis en avant la progression collective. "Le premier match était très délicat et le fait de l'avoir gagné nous a donné une détermination inébranlable, et l'équipe a commencé à croire encore davantage en elle-même", a-t-il rappelé. "Cela s'est confirmé lors du deuxième match, très difficile face à un adversaire très fort. Cette fois, nous avons vraiment réagi comme une équipe, et c'est ce que j'ai le plus apprécié", a-t-il conclu.

RAYAN AÏT NOURI

"Finir le premier tour en beauté"

De son côté, le défenseur de l'équipe nationale, Rayan Ait Nouri a affiché l'ambition de conclure la phase de groupes par une victoire, et finir ce premier tour en beauté. "Ca fait du bien pour le moral d'être qualifiés. Il reste un dernier match demain, nous allons l'aborder pour le gagner", a déclaré le joueur en conférence de presse, mardi, tout en se félicitant de la qualification acquise par les Verts pour les 1/8e de finale de la CAN-2025. "Nous allons continuer à tout donner sur le terrain et rendre fiers tous ceux qui nous supportent. On essaie de prendre match par match, tout en respectant les consignes du coach. Demain (mercredi) sera un match important, on est là pour gagner nos rencontres", a-t-il ajouté. Evoquant la préparation du prochain rendez-vous, le latéral gauche de Manchester City a souligné le sérieux du travail effectué. "On s'est préparé de la meilleure des manières, comme lors des deux premiers matchs. La Guinée équatoriale est une très bonne équipe avec de bons joueurs, et l'objectif est de remporter ce match et de passer à la suite", a-t-il indiqué. Sur le plan personnel, Aït Nouri a assuré se sentir en progression, malgré un temps de jeu limité récemment. "Je me sens très bien, même si j'ai manqué de temps de jeu dernièrement, en raison d'un retour de blessure. J'essaie de monter en régime et de donner le maximum pour le maillot, pour le collectif, qui reste le plus important", a-t-il expliqué. Enfin, sur le plan défensif, le joueur a mis en avant la solidité affichée jusque-là : "Défensivement, on a deux clean-sheets, c'est positif pour la suite", a-t-il conclu.

LIGUE 1 MOBILIS (14e JOURNÉE)

Le MCA, champion d'hiver

A l'issue d'une 14e journée riche en enseignements, la Ligue 1 Mobilis a livré un verdict clair : le Mouloudia d'Alger avance à un rythme de champion. Solide, efficace et régulier, le doyen s'est adjugé le titre honorifique de champion d'hiver, tandis que derrière lui, la lutte reste intense aussi bien pour le podium que pour le maintien.

La principale information de cette 14e journée concerne sans conteste le Mouloudia d'Alger. En s'imposant avec autorité face à l'Entente de Sétif (2-0), lundi soir au stade Ali-Ammar de Douéra, le MCA a confirmé son statut de leader et validé officiellement le titre honorifique de champion d'hiver. Une distinction symbolique, certes, mais hautement révélatrice de la domination des Vert et Rouge sur cette première moitié de saison. Dès l'entame de la rencontre, les Mouloudiens ont affiché leurs intentions en prenant le contrôle du jeu. Bien organisés, solides dans l'animation défensive et patients dans la construction, les hommes de Rhulani Mokwena ont néanmoins buté sur un bloc sétifien bien regroupé durant le premier acte. Malgré plusieurs situations intéressantes, notamment par Ferhat et Bouguerra, le MCA a manqué de précision dans le dernier geste, rentrant aux vestiaires sur un score vierge. Au retour des vestiaires, la physionomie du match change rapidement. Plus agressifs dans le pressing et plus rapides dans la circulation du ballon, les Vert et Rouge trouvent la faille dès la 47e minute. Sur un centre précis de Bouguerra, Ferhat tente sa chance et provoque l'ouverture du score, le défenseur Ferhani déviant le ballon dans ses propres filets. Un but qui libère totalement le MCA et met l'Entente de Sétif sous pression. La domination algéroise se poursuit et finit par être récompensée. À la 57e minute, l'arbitre désigne le point de penalty après une faute sur Ayoub Ghezala. Mohamed-Saliou Bangoura se charge de la sentence et transforme avec sang-froid, signant ainsi son retour après une période plus discrète. Le score aurait pu être plus lourd tant les occasions se sont multipliées par la suite, Bangoura voyant un second but annulé pour hors-jeu et Abdellaoui obligeant Bousseder à une parade décisive.



Avec cette victoire, la dixième de la saison, le Mouloudia d'Alger totalise désormais 31 points et conforte sa place de leader. Les Vert et Rouge comptent huit longueurs d'avance sur leur dauphin, l'USM Alger, tout en disposant encore de deux matchs en retard face à la JS Kabylie et au CS Constantine. Une avance significative qui témoigne de la régularité, de la maturité tactique et de l'efficacité collective du MCA depuis le début de l'exercice. Au coup de sifflet final, la fête a rapidement gagné la capitale. Dans la majorité des quartiers d'Alger, l'ambiance était exceptionnelle. Plusieurs craquages ont été observés et de nombreux supporters sont sortis dans la rue, marchant et chantant à l'unisson les chants du club, drapeaux vert et rouge à la main, pour célébrer ce titre honorifique de champion d'hiver, symbole d'un Mouloudia conquérant et ambitieux.

LE CRB FREINÉ, LE MCO LAISSE FILER

Derrière le leader, le choc entre le MC Oran et le CR Belouizdad n'a pas livré de vainqueur. Disputée à huis clos au stade Miloud-Hadefi, la rencontre s'est soldée par un match nul (1-1) frustrant pour les Rouge et Blanc. Les Oranais ouvrent le score sur penalty par Kerroum (52e), avant que le Tunisien Ben Hammouda ne rétablisse l'équilibre à la 70e minute. Ce résultat a surtout laissé un goût amer au CRB. Dominateurs par séquences et plus entreprenants, les hommes de Sead Ramovic ont manqué cruellement d'efficacité. Khacef, Meziane, El-Mellali et surtout Boukarchaoui, auteur d'un incroyable raté à la 81e minute alors qu'il se présentait seul face au gardien, ont laissé passer une victoire qui semblait à portée de main. Résultat : le Chabab stagne à la 6e place avec 21 points et rate l'occasion de se rapprocher du podium. De son côté, le MC Oran reste dans le groupe des poursuivants avec 22 points, partageant la 3e place avec

MERCATO HIVERNAL À L'USMA

Le ménage s'impose

À l'approche du mercato hivernal, l'USM Alger se retrouve à un tournant stratégique. Si le renforcement de l'effectif demeure une priorité, la direction du club sait qu'aucune arrivée ne pourra se faire sans un sérieux travail en amont. Alléger un groupe jugé pléthorique et coûteux devient ainsi un passage obligé pour préparer la seconde moitié de saison.

Outre l'opération recrutement, le dossier des joueurs libérés s'impose comme l'un des sujets les plus sensibles sur le bureau du directeur général sportif, Saïd Allik. La direction de l'USMA souhaite réduire la masse salariale et faire de la place aux nouvelles recrues, en invitant certains éléments n'ayant pas donné satisfaction à résilier leur contrat. Une décision

qui s'inscrit dans une logique de rationalisation et de recherche d'efficacité sportive.

En tête de liste figure Ilyes Chetti. Le latéral gauche international, pourtant doté d'un temps de jeu conséquent, n'a jamais réussi à retrouver son meilleur niveau sous le maillot usmiste. Son salaire mensuel, estimé à plus de 600 millions de centimes, pèse lourdement sur les finances du club. Selon une source proche du dossier, la direction lui a proposé une séparation à l'amiable avec une indemnité équivalente à trois mois de salaire. Une offre refusée par le joueur, qui réclame le versement intégral de ses salaires jusqu'à la fin de son contrat, prévue en juin 2027. Une situation qui complique les négociations. Le chantier du

dégraissage ne se limite pas au seul cas de Chetti. Khaled Bousellou et Riyad Benayad figurent également parmi les joueurs susceptibles de quitter le club cet hiver. Les deux attaquants n'ont pas su convaincre durant la phase aller du championnat. Contrairement à Chetti, leurs contrats arrivent à expiration en juin prochain, ce qui rend les discussions potentiellement moins conflictuelles. Un accord basé sur une indemnité de deux ou trois mois de salaire semble envisageable.

UNE POLITIQUE DE RIGUEUR ASSUMÉE

Cette volonté de dégraissage reflète la nouvelle ligne de conduite adoptée par la direction usmiste. L'objectif est clair : conserver uniquement les éléments capables d'apporter une

réelle plus-value sportive, tout en libérant des ressources financières pour renforcer les postes jugés prioritaires. Une exigence de rigueur qui vise à maintenir l'USMA compétitive sur tous les fronts. Par ailleurs, les cas d'Adem Alilet et de Ghiles Gue-naoui restent en suspens. Le premier hésite à prolonger son contrat, tandis que le second réclame son bon de sortie, ajoutant une dose d'incertitude supplémentaire à ce mercato.

Entre négociations délicates et choix stratégiques forts, les prochains jours s'annoncent décisifs pour Saïd Allik. Parviendra-t-il à réussir ce délicat équilibre entre départs maîtrisés et renforts ciblés afin de relancer l'USMA dans la course aux objectifs ?

M. A. T.

KINGS LEAGUE EN ALGÉRIE

Piqué séduit Alger

De passage à Alger, lundi 29 décembre, Gérard Piqué n'a pas seulement fait la promotion de la Kings League, la compétition innovante qu'il a fondée. L'ancien défenseur du FC Barcelone a également découvert une capitale riche d'histoire, de culture et de ferveur populaire, une expérience qui l'a visiblement marqué et rapproché de sa ville natale. L'ancien international espagnol Gérard Piqué a attiré tous les regards lors de sa visite à Alger, organisée dans le cadre de l'expansion de la Kings League vers de nouveaux horizons. Accompagné de l'influenceur algérien HMI (Hachemi Sabi), figure centrale du projet en Algérie et récemment désigné président de l'équipe nationale engagée dans cette compétition, Piqué a multiplié les apparitions dans plusieurs lieux emblématiques de la capitale. Dès son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediene, la présence de l'ex-star du Barça a suscité curiosité et enthousiasme. Fans et passants ont rapidement partagé sur les réseaux sociaux les premières images de sa visite, notamment au Mémorial des Martyrs, monument symbolique dominant la baie d'Alger. Ces images ont rapidement fait le tour des plateformes numériques, confirmant l'impact médiatique de cette visite.

UNE IMMERSION CULTURELLE REMARQUÉE

Le programme de Gérard Piqué ne s'est pas limité à des apparitions protocolaires. L'ancien défenseur central a poursuivi sa découverte dans la Casbah d'Alger, classée au patrimoine mondial de l'UNESCO. Il a notamment visité la mosquée Ketchaoua, l'un des joyaux architecturaux de la capitale, avant de se rendre dans le quartier populaire de Bab El Oued. Là, Piqué n'a pas hésité à échanger quelques passes avec des jeunes du quartier, dans une ambiance détendue et conviviale. La journée s'est poursuivie par une halte gastronomique au restaurant Dar Essoltane, où il a dégusté des spécialités locales telles que le couscous et la rechta. Une immersion complète qui a permis à l'ancien joueur de mieux appréhender la richesse culturelle algéroise, bien au-delà du cadre strictement sportif. Interrogé sur son ressenti, Gérard Piqué n'a pas caché son enthousiasme. « Alger, d'une certaine manière, ressemble beaucoup à Barcelone en termes de climat et de cuisine. Elle est située au bord de la mer. Elle possède un joli port. Et oui, je m'y sens très à l'aise », a-t-il confié, soulignant les similitudes entre les deux villes méditerranéennes.

LA KINGS LEAGUE À LA CONQUÊTE DE L'ALGÉRIE

Au-delà de l'aspect symbolique et culturel, la visite de Gérard Piqué avait un objectif bien précis : officialiser l'entrée de l'Algérie dans la Kings League. Lancée en Espagne fin 2022, cette compétition de football à sept se distingue par un format inédit mêlant sport, divertissement et forte interaction avec les réseaux sociaux. Règles innovantes, matchs dynamiques et équipes dirigées par des célébrités, des streamers ou d'anciens footballeurs font partie de son ADN. Très populaire auprès d'un public jeune et connecté, la Kings League est diffusée principalement sur Twitch, YouTube et TikTok. Après avoir conquis plusieurs pays européens et d'Amérique latine, la compétition poursuit aujourd'hui son expansion vers la région MENA. Dans ce contexte, l'Algérie apparaît comme un marché stratégique, porté par une jeunesse passionnée de football et fortement présente sur les plateformes numériques. Sous la conduite de HMI, l'équipe algérienne participera prochainement à la Kings League World Cup, prévue au Brésil. Une opportunité inédite pour offrir une nouvelle vitrine au football algérien et renforcer son rayonnement à l'international, à travers un format résolument moderne et attractif. Entre promotion sportive et découverte culturelle, la visite de Gérard Piqué à Alger marque une étape importante pour l'implantation de la Kings League en Algérie. Reste désormais à savoir si cette nouvelle aventure saura séduire durablement le public algérien et s'inscrire dans le paysage footballistique national.

M. A. T.

CAN-2025

Laborieuse, l'Afrique du Sud rejoint l'Egypte en huitièmes

L'Afrique du Sud, entraînée par le Belge Hugo Broos, a laborieusement dominé le Zimbabwe 3 à 2 lundi à Marrakech dans une partie ponctuée de plusieurs bourdes, mais se qualifie pour les huitièmes de finale de la CAN-2025.

Dans l'autre rencontre du groupe B disputée au même moment à Agadir, l'Égypte, déjà qualifiée et assurée de terminer première de la poule, a fait reposer ses cadres en titularisant les joueurs remplaçants qui se sont contentés de gérer les assauts de l'Angola (0-0). A Marrakech, dans un stade presque vide mais sous les yeux du rappeur Youssoupha, les Bafana Bafana sud-africains, troisièmes de la dernière Coupe d'Afrique, étaient, avant la rencontre en ballotage favorable pour rallier les phases finales de l'édition marocaine, mais souhaitaient assurer la deuxième place du groupe avec une victoire sur le Zimbabwe. Les partenaires de Lyle Foster ont d'ailleurs entamé la partie tambour battant, lorsque sur une attaque décalée côté gauche, Tshepang Moremi a repiqué dans l'axe, enroulé sa frappe que le défenseur zimbabwéen Gerald Takwara a contré, lobant ainsi son propre gardien (1-0, 6e). Loin d'abdiquer, le Zimbabwe virtuellement éliminé, a entretenu l'espoir dix minutes plus tard grâce à un exploit personnel de Tawanda Maswanhise. A l'entrée de la surface, l'attaquant de Motherwell, 4e du championnat écossais, s'est joué d'un premier défenseur, puis d'un second avant de croi-



ser sa frappe du droit (1-1, 19e).

FESTIVAL DE BOURDES À MARRAKECH

Une nouvelle erreur de la défense zimbabwéenne -une tête mal ajustée de Divine Lunga à son gardien- a permis à l'attaquant de Burnley, Lyle Foster, un temps passé par Monaco et rare joueur sud-africain à jouer hors de son pays, de redonner de la tête l'avantage aux siens (2-1, 50e).

Le Zimbabwe s'est encore permis d'y croire après une énième bétise lorsque Ronwen Williams, le gardien des Bafana Bafana a remporté son duel face à Maswanhise mais telle une partie de billard, le ballon a heurté la tête de Aubrey Modiba pour finir dans le but sud-africain (2-2, 74e). L'Afrique du Sud a finalement obtenu

le dernier mot de ce match laborieux, avec un nouveau cadeau zimbabwéen et l'aide de la VAR qui a sanctionné une main dans la surface de Marvelous Nakamba d'un pénalty transformé par Oswin Appolis (3-2, 82e).

Une nouvelle fois poussive, elle rejoint néanmoins l'Égypte en huitièmes de finale, où elle affrontera le deuxième du groupe F, celui du Cameroun et de la Côte d'Ivoire. Pas une sinécure. L'Égypte, elle, attend patiemment son adversaire à Rabat: un des quatre meilleurs troisièmes de groupe, pas encore déterminés. Ce ne sera pas l'Angola, troisième de ce groupe B, qui avec deux points, aura du mal à en être. Le Zimbabwe, 4e, est d'ores et déjà éliminé.

FC BARCELONE

Dušan Vlahović pour succéder à Lewandowski ?

Le FC Barcelone prépare déjà l'après-Lewandowski. À l'affût des bonnes affaires, le club catalan aurait ciblé Dušan Vlahović comme successeur potentiel du Polonais, avec l'ambition de le recruter gratuitement. Une opportunité de marché que les dirigeants blaugranas comptent bien exploiter.

Le FC Barcelone ne laisse décidément rien au hasard sur le marché des transferts. Alors que le club catalan est déjà engagé dans plusieurs dossiers sensibles avec le départ acté de Marc-André ter Stegen, la quête d'un remplaçant à Andreas Christensen et une restructuration progressive de l'effectif, une autre opération bien plus stratégique se prépare en coulisses. Selon plusieurs sources, dont Marca et Sport, la direction blaugrana a identifié le successeur potentiel de Robert Lewandowski, et ce dernier pourrait arriver... gratuitement. Le nom de Dušan Vlahović circule avec insistance du côté de la Catalogne. L'attaquant serbe de la Juventus, recruté à prix d'or par la Vieille Dame (près de 80 millions d'euros en provenance de la Fiorentina), arrive en fin de contrat en juin 2026. Une situation contractuelle que le Barça souhaite exploiter au maximum, fidèle à sa nouvelle politique de mercato opportuniste.

Les premiers contacts auraient déjà été établis entre les représentants du joueur et

le club catalan. L'idée est claire, à savoir prendre position très tôt afin de devancer la concurrence et profiter d'un contexte favorable. L'été dernier, les relations entre Vlahović et la Juventus se sont considérablement tendues, notamment en raison de discussions contractuelles infructueuses et d'un statut sportif en recul. Le Serbe a ainsi repris la saison en sachant qu'il entrerait dans sa dernière année de contrat, sans garantie d'avenir à Turin. Deux scénarios se dessinent désormais pour Barcelone : soit attendre patiemment l'été afin de le recruter librement, soit pousser la Juventus à accepter une indemnité très réduite lors du prochain mercato d'hiver, afin d'éviter un départ sans contrepartie financière.

TOURNER LA PAGE POLONAISE

Ce dossier s'inscrit dans une réflexion globale menée depuis plusieurs mois par Joan Laporta et la direction sportive concernant l'après-Lewandowski. À 36 ans, l'attaquant polonais ne présente plus toutes les garanties à long terme, malgré des statistiques encore honorables. Hansi Flick apprécie le profil de Ferran Torres, qu'il considère comme un élément clé de son animation offensive, mais un éventuel départ de Lewandowski, en cas de non-prolongation, laisserait un vide que le président blaugrana souhaite com-

bler avec un attaquant de dimension internationale. Or, le marché des numéros 9 est particulièrement restreint et onéreux. Vlahović apparaît donc comme une option rare et crédible, d'autant que son salaire, bien que conséquent, resterait inférieur à celui perçu actuellement à la Juventus.

Reste toutefois une interrogation majeure avec le niveau sportif du Serbe affiché ces derniers mois, en deçà de son potentiel réel. Sa saison avec la Juventus a été loin des attentes, marquée par une irrégularité chronique et des statistiques décevantes avec seulement trois buts en Serie A

et trois en Ligue des Champions. À cela s'ajoute une blessure aux adducteurs contractée récemment, qui devrait l'éloigner des terrains jusqu'au début de l'année 2026. Mais à seulement 25 ans, le natif de Belgrade conserve une cote élevée et un potentiel que Barcelone estime encore exploitable. Dans un contexte financier contraint, le Barça avance ses pions avec lucidité pour recruter un avant-centre de haut niveau à moindre coût, voire pour 0€. Voilà ce qui serait un coup de maître. Un pari risqué, certes, mais parfaitement aligné avec la nouvelle réalité du club catalan.

MONDIAL 2026

Infantino justifie le prix des places par une demande "dingue"

Dans sa première prise de parole sur le sujet, lundi à Dubaï, le président de la Fifa Gianni Infantino a défendu le prix des places pour le prochain Mondial. Le montant des places les plus chères grimpe jusqu'à 6.730 dollars, pour la finale. Il a notamment argumenté que "150 millions de demandes" ont été émises pour les billets.

"Ces derniers jours, vous avez probablement vu qu'il y a beaucoup de débats autour de la billetterie et des prix des billets", a tout de même remarqué Gianni Infantino, de son propre aveu, au World Sports Summit de Dubaï, pour sa première prise de parole depuis le début de cette polémique plus tôt dans le mois. Le président de la Fifa a défendu lundi les prix jugés exorbitants des places pour la Coupe du monde 2026, expliquant que les organisateurs avaient reçu un record de 150 millions de demandes ces deux dernières semaines.

"Nous avons six, sept millions de tickets en vente et nous avons commencé il y a deux semaines. Je peux vous dire qu'en deux semaines, 15 jours, nous avons reçu 150 millions de demandes pour des billets. Cela montre à quel point la Coupe du monde est puissante", s'est-il félicité, précisant que la plupart provenaient des États-Unis, d'Allemagne et du Royaume-Uni. "C'est absolument dingue", a ajouté le patron de la fédération de football.

Des collectifs de supporters ont qualifié les prix d'"exorbitants" et d'"astronomiques" pour la compétition, qui débutera en juin aux États-Unis, Canada et Mexique. La Fifa a répondu aux critiques en annonçant une vague de tickets à 60 dollars (51 euros). Selon son site, ce prix vaut pour les matches de groupes, et le montant grimpe jusqu'à 6.730 dollars (5.716 euros) pour la finale.

LAZIO ROME

L'entraîneur Maurizio Sarri a subi une intervention cardiaque "avec succès"

La Lazio Rome a annoncé lundi que son entraîneur, Maurizio Sarri, avait été opéré du cœur. La procédure s'est déroulée "avec succès" a précisé le club romain. Sarri, 66 ans, souffre de troubles du rythme cardiaque, mais va pouvoir retrouver le banc de la Lazio, actuel 8e du championnat d'Italie, dans les prochains jours. L'entraîneur de la Lazio Rome Maurizio Sarri a subi une intervention chirurgicale au cœur qui "s'est déroulée avec succès", et devrait reprendre ses fonctions "dans les prochains jours", a annoncé le club dans un communiqué. Souffrant de fibrillation auriculaire, soit un trouble du rythme cardiaque, Maurizio Sarri, 66 ans, a été opéré à l'hôpital Tor Vergata de Rome, a précisé la Lazio Rome, actuellement 8e du Championnat d'Italie. "L'entraîneur reprendra régulièrement la direction de l'équipe dans les prochains jours", selon la même source. Maurizio Sarri est de retour aux commandes du club romain depuis cet été, à la suite de la démission de Marco Baroni. Il avait déjà dirigé la Lazio entre 2021 et mars 2024, terminant à la deuxième place de la Serie A en 2023. En plus de la Lazio, Sarri a notamment entraîné Naples, sa ville natale, Chelsea avec qui il a remporté la Ligue Europa en 2019, et la Juventus Turin où il a été sacré champion d'Italie en 2020.

ARSENAL

Arteta évoque le mercato

Affaibli par des blessures dans le secteur défensif, Arsenal pourrait recruter cet hiver. Le manager Mikel Arteta se tient prêt à accueillir du renfort en janvier si nécessaire. "Nous serons évidemment très attentifs à la situation et aux retours de certains joueurs, a annoncé l'Espagnol. Si l'on regarde les autres clubs, ils ont des effectifs de 24 ou 25 joueurs. Il n'y a rien de particulier dans le nôtre. (...) Tout dépend de la disponibilité des joueurs. Le mercato est là. Nous sommes Arsenal, et nous devons nous demander : 'De quoi avons-nous besoin ?' Nous devons chercher activement. Ensuite, si nous pouvons le faire ou non, c'est une autre histoire. Mais notre travail est d'être toujours prêts, car tout peut arriver." Manifestement, le coach des Gunners a le feu vert de ses dirigeants malgré le gros recrutement réalisé cet été.

SENEGAL

Le gouvernement mobilise environ un milliard de dollars

Le gouvernement sénégalais a annoncé avoir mobilisé 560 milliards de francs CFA (environ 1 milliard de dollars) à l'issue de son quatrième appel public à l'épargne (APE4) de l'année en cours, un montant dépassant largement l'objectif initial fixé à 400 milliards de FCFA.

Le total d'un montant de 560 milliards de FCFA mobilisé à l'issue de l'opération représente un taux de couverture de 140%, a indiqué le ministère des Finances et du Budget dans un communiqué publié le 26 décembre à Dakar. Il précise que cet APE4 vient parachever le cycle annuel de mobilisation des ressources domestiques conduit par l'Etat au titre de l'année 2025.

Selon le ministère, dans un contexte économique et financier "exigeant", la clô-



ture "avec succès" de l'APE4 constitue "un signal fort de résilience", qui traduit la confiance renouvelée des investisseurs et des citoyens dans la signature du Sénégal, malgré les défis rencontrés. Saluant la "confiance des souscripteurs, citoyens, diaspora, entreprises, institutions finan-

cières et partenaires", l'Etat annonce que "l'année 2026 s'inscrira dans cette dynamique, avec la poursuite des réformes et des mécanismes engagés, en vue d'une trajectoire financière progressivement assainie et soutenable".

R. I.

CONGO-BRAZZAVILLE

Le 6^e congrès du parti au pouvoir se réunit pour désigner son candidat à la présidentielle

Le Parti congolais du travail (PCT), principale formation politique de la majorité présidentielle, a ouvert ce week-end à Brazzaville les travaux de son 6^e congrès ordinaire, prévu du 27 au 30 décembre, axé sur le renouvellement de ses instances dirigeantes, notamment l'élection d'un nouveau secrétaire général, ainsi que sur la désignation de son candidat à l'élection présidentielle de mars 2026. Convoqué sur le thème "Cadres, militants et sympathisants du Parti congolais du travail, dans l'unité, la cohésion et la solidarité, en avant pour la consolidation de la paix, l'unité nationale et la démocratie en vue de la poursuite de la marche vers le développement", ce congrès réunit environ 3000 participants. Outre les délégations d'une vingtaine de partis politiques étrangers et d'une quarantaine de formations nationales, tant de l'opposition que de la majorité

présidentielle, le congrès rassemble 1340 délégués fédéraux issus des quinze départements du pays et de la fédération France-Europe, 1158 membres de droit, dont les membres du comité central, de la commission de contrôle et d'évaluation ainsi que du comité des membres d'honneur, et 502 personnalités. "Le 6^e congrès ordinaire se tient à un moment charnière de la vie de notre parti et de notre nation. Il marque la fin d'un mandat ouvert au lendemain du 5^e congrès ordinaire de décembre 2019, placé sous le signe de la restauration de l'unité, de la cohésion et de la discipline", a déclaré Pierre Moussa, secrétaire général du PCT, à l'ouverture des travaux. Il a précisé qu'au cours des six dernières années, le parti a œuvré à la mise en œuvre des orientations issues du 5^e congrès ordinaire, à travers l'adoption d'un plan d'actions plu-

riannuel articulé autour de quatre objectifs stratégiques, à savoir la dynamisation du parti, l'amélioration de ses performances électorales, ainsi que le renforcement des relations avec les partis amis et le mouvement associatif.

De son côté, le rapporteur du comité préparatoire et d'organisation du congrès, Parfait Iloki, a indiqué que toutes les dispositions ont été prises pour assurer le bon déroulement de cette rencontre, dont la tenue avait été reportée d'un an pour des raisons stratégiques, notamment son rapprochement avec l'échéance présidentielle de mars 2026.

"À travers ce congrès, il s'agit de renforcer la cohésion au sein du parti, de réaffirmer ses valeurs et idéaux, de projeter les grandes orientations quinquennales, mais aussi de tirer les enseignements du passé afin de mieux rebondir", a-t-il souligné.

R. I.

GUINEE-BISSAU

252.000 tonnes de noix de cajou exportés en 2025

Les autorités de la Guinée-Bissau ont annoncé samedi que le pays avait exporté 252.000 tonnes de noix de cajou au cours de l'année 2025. Dans des propos tenus lors de la cérémonie de clôture de la campagne de commercialisation et d'exportation de la noix de cajou 2025 à Bissau, le ministre du Commerce et de l'Industrie, Jaimantino Cò, a attribué ce résultat notamment à "l'élimination des barrières non tarifaires", une mesure qui, selon lui, a facilité l'acheminement des noix de cajou de l'intérieur du pays vers la capitale en vue de leur exportation. La Guinée-Bissau est le quatrième producteur mondial de noix de cajou. La noix de cajou est le principal produit d'exportation du pays. L'Inde, le Vietnam et la Chine figurent parmi les principaux marchés d'exportation de la noix de cajou bissau-guinéenne.

R. I.

SIERRA LEONE ET GUINEE

Plus de 101 millions de dollars de financements

La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) a annoncé samedi avoir approuvé des financements d'un montant total de plus de 101 millions de dollars destinés à des projets d'infrastructures et de développement stratégique en Sierra Leone et en Guinée. Selon un communiqué de la banque, ces décisions ont été prises lors de la 94^e session de son Conseil d'administration. Elles illustrent le rôle des institutions financières régionales de développement dans la prise en compte des priorités mondiales, notamment la transition vers les énergies propres et la gouvernance numérique, à travers des investissements ciblés à fort impact. Sur le montant total, 79,389 millions de dollars seront consacrés à un projet de transport d'énergie en Sierra Leone, visant la construction d'un réseau de lignes de transmission de 225 kV et 66 kV. Par ailleurs, 21,808 millions de dollars financeront en Guinée le projet de l'Observatoire national du développement et l'élaboration d'un atlas numérique. "Ces investissements vont au-delà de simples initiatives régionales ; ils constituent des plans d'action concrets pour la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations Unies", a déclaré le président de la BIDC et de son Conseil d'administration, le Dr George Agyekum Donkor, cité dans le communiqué.

R. I.

BURUNDI

Le boulevard Mao Tse-Toung à Bujumbura éclairé

Un système d'éclairage public solaire installé au boulevard Mao Tse-Toung à Bujumbura, capitale économique burundaise, a été réceptionné samedi par les autorités locales. Cet ouvrage moderne et durable constitue une étape importante dans la modernisation de Bujumbura, et s'inscrit pleinement dans la vision du Burundi visant à promouvoir les énergies propres, l'efficacité énergétique et le développement urbain durable, a déclaré Martin Ndayizeye, secrétaire permanent du Ministère des Ressources Minières, Energétiques, de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme. Rappelant l'accompagnement multisectoriel de la Chine visant l'amélioration durable des conditions de vie du peuple burundais, M. Ndayizeye a signalé que ce projet d'éclairage, réalisé avec le soutien chinois, illustre une fois de plus "l'excellence des relations de coopération et d'amitié" entre les deux pays. "C'est un cadeau précieux qui éclairera nos nuits, sécurisera nos concitoyens, dynamisera la vie économique nocturne et embellira notre capitale", a déclaré Florent Nkezabazib, conseiller chargé des affaires économiques et du développement du gouverneur de la province de Bujumbura. Situé en commune Mukaza au cœur de Bujumbura, la capitale économique du Burundi, cet axe routier s'étend sur une longueur de 1,2 kilomètre, proche de l'Université de Bujumbura. La dénomination de cette voie a résulté d'une résolution adoptée par le Conseil municipal de Bujumbura en 1978 dans le cadre de la commémoration de la contribution importante de Mao Tse-Toung aux mouvements d'indépendance africaine, en général et à l'amitié sino-burundaise, en particulier. Soutenu par la Province chinoise du Sichuan, ce projet d'éclairage dispose des lampadaires solaires qui s'allument et s'éteignent automatiquement selon la lumière naturelle.

R. I.

Jouer un "rôle de passerelle et d'apaisement" entre la CEDEAO et l'AES

Le Sénégal entend jouer un "rôle de passerelle et d'apaisement" entre la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les pays de la Confédération des Etats du Sahel (AES), a déclaré le chef de la diplomatie sénégalaise. "Sans rigidité ni posture ostentatoire, le Sénégal privilégie une diplomatie de dialogue, fondée sur l'écoute et le respect de la souveraineté des Etats. Il s'attache ainsi à maintenir des canaux de communication ouverts", a indiqué Cheikh Niang, ministre sénégalais de l'Intégration africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur, dans une interview accordée lundi au quotidien L'Observateur. Abordant la question du retour formel des pays de l'AES au sein de la CEDEAO, le ministre a affirmé que son pays adoptait "une approche réaliste et progressive". "Il ne s'agit ni de forcer un calendrier politique irréaliste, ni d'ignorer les divergences profondes, mais de créer les conditions d'une reconnexion politique graduelle, fondée sur la confiance et des intérêts partagés. Surtout, le Sénégal œuvre activement à préserver la fluidité des relations fonctionnelles entre la CEDEAO et les Etats de l'AES, indépendamment des désaccords institutionnels", a-t-il expliqué. Selon lui, dans un monde marqué par de profondes recompositions géopolitiques, le Sénégal "défend une approche africaine unifiée et proactive, valorisant le multilatéralisme et le respect strict du droit international". "L'Afrique doit non seulement protéger sa souveraineté et ses intérêts stratégiques, mais aussi être capable de négocier d'égal à égal avec tous les acteurs internationaux, tout en restant fidèle à ses priorités de développement et de stabilité régionale. Pour le Sénégal, il s'agit pour l'Afrique de rester un acteur responsable, engagé et indépendant, capable de dialoguer avec tous, tout en défendant ses intérêts dans un esprit de paix, de stabilité et de développement durable", a ajouté le ministre.

R. I.

YÉMEN

L'Arabie saoudite accuse les Emirats d'actes "extrêmement dangereux"

L'Arabie saoudite a accusé mardi les Emirats arabes unis d'agir de façon "extrêmement dangereuse" au Yémen, où elle a frappé une cargaison d'armes en provenance d'Abou Dhabi destinée aux séparatistes.

Déjà affaibli par un long conflit avec les rebelles Houthis, le pays le plus pauvre de la péninsule arabique, au cœur de rivalités régionales, a vu s'ouvrir début décembre un nouveau front. Le mouvement séparatiste du Conseil de transition du Sud (STC), qui est pourtant membre du gouvernement, s'est emparé de vastes portions de territoire, sans rencontrer de grande résistance. Et ses partisans l'appellent à rétablir un Etat dans le sud du Yémen, où une République démocratique et populaire a été indépendante entre 1967 et 1990. Malgré les avertissements de l'Arabie saoudite, soutien du gouvernement yéménite, le STC n'a pas battu retraite et mardi aux premières heures de la matinée, la coalition militaire dirigée par Ryad a annoncé des frappes sur le port d'al-Mukalla, capitale de la province de l'Hadramout récemment conquise par le SCT. Elles ont ciblé les équipages de deux bateaux venant du port de Fujairah, sur la côte est des Emirats arabes unis, qui avaient "désactivé leurs systèmes de suivi et déchargé une grande quantité d'armes et de véhicules de combat pour soutenir les forces du STC, a rapporté l'agence officielle saoudienne SPA. Cette "opération militaire limitée" n'a fait aucune victime, selon la même source. "La coalition a été contrainte d'agir, les efforts diplomatiques ayant été ignorés", a affirmé une source proche de l'armée saoudienne. Mais "la diplomatie reste une option pour empêcher toute nouvelle escalade", a-t-elle ajouté. L'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, traditionnellement de proches alliés, avaient initialement uni leurs forces contre les Houthis au



sein de la coalition au Yémen, mais des désaccords sont apparus au fil du conflit, ainsi que sur la guerre au Soudan.

"TERRIFIÉS"

Un responsable du port d'al-Mukalla, qui a requis l'anonymat, a expliqué avoir reçu un appel à évacuer vers 04H00 (01H00 GMT), "un quart d'heure avant la frappe". Les autorités ont fermé les routes vers le port. Des images montrent dans le port un groupe de voitures calcinées. Non loin, des fenêtres de bâtiments ont été soufflées par la frappe.

"Nos fenêtres ont été brisées, les portes cassées, les enfants et les femmes étaient terrifiés", a raconté un témoin, Abdallah Bazouhair. "C'est inacceptable, qui va nous indemniser pour les dégâts causés?", a-t-il dit, dénonçant "un acte odieux". Puis dans un communiqué au ton inhabituellement fort, le ministère saoudien des Affaires étrangères a accusé les Emirats d'avoir "poussé" les séparatistes à mener des opérations militaires à la frontière sud du royaume. Ces mesures "prises par un Etat frère" sont "extrêmement dangereuses" et "constituent une menace pour la sécurité" de l'Arabie saoudite et de la région, estime Ryad. Le royaume ajoute encore qu'il "n'hésitera pas à prendre toutes les mesures pour (...) neutraliser" cette menace. Il a également appelé les Emirats à reti-

rer leurs forces du Yémen "dans les 24 heures" et à "cesser tout soutien militaire ou financier à toute partie". Abou Dhabi n'a pas réagi dans l'immédiat aux différentes déclarations de Ryad.

ETAT D'URGENCE

Le chef du Conseil présidentiel au Yémen, Rashad al-Alimi, soutenu par Ryad, a de son côté décrété l'état d'urgence et annoncé l'annulation d'un pacte de défense avec les Emirats arabes unis. Mais dans ce Conseil divisé, la moitié de ses huit membres, proches d'Abou Dhabi, ont aussitôt rejeté de telles "décisions unilatérales". Ces derniers jours, des centaines de membres de tribus se sont rassemblés à Aden, la grande ville du sud, pour demander aux dirigeants du STC d'annoncer l'indépendance du Yémen du Sud, selon la chaîne Aden Independent affiliée aux séparatistes. Ces nouvelles tensions pourraient fragiliser davantage encore le pays dévasté par des années de guerre. Le conflit qui a éclaté en 2014 entre d'un côté, le gouvernement et ses alliés, dont le STC, et de l'autre, les rebelles houthis pro-iraniens, a déjà fait des centaines de milliers de morts, morcelé le pays et provoqué l'une des pires crises humanitaires au monde. Une trêve conclue en 2022 est globalement respectée.

R. I.

Le Conseil présidentiel décrète l'état d'urgence

Le chef du Conseil présidentiel yéménite, Rashad al-Alimi, a décrété mardi l'état d'urgence dans l'ensemble du pays pour une durée de 90 jours, invoquant la nécessité de préserver la sécurité nationale et l'ordre public, a rapporté l'agence de presse yéménite Saba. Saba a fait état d'"un décret stipulant un état d'urgence de 90 jours, accompagné d'un blocus aérien, maritime et terrestre de 72 heures". Cette décision a été prise à la suite des graves développements que connaissent les gouvernorats d'Al Mahra et de Hadramaout en République du Yémen. Dans ce contexte, Rashad al-Alimi a précisé que cette mesure "vise à préserver l'unité, la sécurité et la stabilité du Yémen".

INONDATIONS EN ESPAGNE

Deux nouveaux corps sans vie retrouvés

Les secours ont retrouvé lundi les corps de deux hommes portés disparus après des pluies torrentielles ayant entraîné des inondations dans le sud de l'Espagne, portant le bilan de cet épisode de crues à trois morts, ont indiqué lundi les autorités. La Garde civile espagnole a précisé qu'un de ces corps avait été retrouvé à environ trois kilomètres du point où il avait été emporté dimanche par une rivière en crue près de Grenade. Selon la télévision espagnole, ce jeune homme de 20 ans avait

été emporté alors qu'il tentait de traverser le lit d'une rivière à moto. Le corps d'un autre homme, qui se trouvait dans une camionnette emportée par les eaux, a, quant à lui, été retrouvé dans la province de Malaga, a annoncé le maire d'Alhaurin el Grande, Antonio Bermudez. Le corps de l'autre passager de ce véhicule avait déjà été découvert dimanche par la police. La ville a décrété mardi une journée officielle de deuil et a annulé tous les événements publics "parce que personne à Alhaurin el

Grande n'a envie de célébrer quoi que ce soit en ce moment", a-t-il ajouté. De fortes pluies ont balayé pendant douze heures la région de Malaga dimanche. L'Espagne a été fortement touchée par le changement climatique ces dernières années, enchaînant vagues de chaleur de plus en plus longues et épisodes de fortes pluies de plus en plus fréquents. Des inondations avaient fait plus de 230 morts en octobre 2024, principalement dans la région de Valence, à l'est du pays.

R. I.

TURQUIE

Arrestation de 110 terroristes présumés

Au moins 110 terroristes présumés ont été arrêtés à Istanbul en Turquie, dans le cadre d'une opération contre l'organisation terroriste auto-proclamée "Etat islamique" (EI/Daesh), ont déclaré les autorités mardi. Le parquet d'Istanbul a souligné, dans un communiqué, que 41 personnes parmi les suspects étaient liées aux terroristes impliqués dans l'attentat de lundi dans la province de Yalova et qu'ils planifiaient des attaques similaires à Istanbul pendant les célébrations du Nouvel An. Par ailleurs, un communiqué du parquet d'Ankara a indiqué que des mandats d'arrêt ont été émis contre 17 suspects accusés d'être liés à Daesh, dont 11 ressortissants étrangers. "Les suspects, dont 11 ressortissants étrangers, sont accusés d'appartenir à un groupe terroriste et d'entretenir des contacts avec des zones de conflit", précise le communiqué. Le Bureau d'enquête sur les crimes terroristes a indiqué avoir identifié les suspects grâce à l'analyse de documents numériques saisis lors de précédentes enquêtes liées à Daech.

TROIS ÉLÉMENTS DES FORCES DE SÉCURITÉ TUÉS DANS UNE OPÉRATION CONTRE DAECH

Par ailleurs, trois policiers turcs ont été tués et huit autres blessés lundi lors d'une opération contre des éléments du groupe terroriste Daech, dans la province de Palu, au nord-ouest de la Turquie, a-t-on indiqué de source officielle. Le ministre turc de l'Intérieur, Ali Yerlikaya, a déclaré lors d'une conférence de presse que six membres de Daech, avaient été tués. Par ailleurs, le ministre turc a annoncé l'arrestation de 138 personnes soupçonnées d'avoir des liens avec l'organisation terroriste et l'ouverture de poursuites judiciaires contre 97 autres au cours des 30 derniers jours. Il a expliqué que, dans le cadre des opérations menées contre l'organisation, les autorités turques ont effectué 108 opérations de sécurité dans 15 provinces au cours du mois de décembre, avec l'arrestation à Istanbul de plus de 100 membres de l'organisation terroriste, qui préparaient des attentats.

ETATS-UNIS

Plus de 10.000 vols retardés à cause des tempêtes hivernales

Plus de 10.000 vols ont été retardés dans les Etats du Midwest et du Nord-Est des Etats-Unis en raison de tempêtes hivernales. Selon le site spécialisé FlightAware, 1.900 vols supplémentaires ont été annulés entre lundi et mardi matin. D'après le bureau national de la météorologie, ces régions ont été frappées par de fortes chutes de neige et des vents tempétueux. En particulier, lundi soir, la vitesse du vent à Chicago (Illinois) a atteint par endroits 25 m/s. Le mauvais temps a perturbé les transports dans ces régions. En plus des annulations massives et des retards de vols, on signale également de nombreux accidents de la route. Selon les estimations des médias, près de 110 millions de personnes se trouvent dans la zone touchée par les tempêtes hivernales.

La Chine appelle au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Yémen

La Chine a appelé au respect de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale du Yémen, exprimant l'espoir que les parties concernées privilégient les intérêts du peuple yéménite, a rapporté mardi l'agence de presse Chine nouvelle. Un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, cité par Chine nouvelle, a appelé à "la création de conditions permettant le rétablissement, dans les meilleurs délais, de la paix et de la stabilité au Yémen". Il a indiqué que la Chine "suit de près l'évolution de la situation dans le sud du Yémen et espère que les parties répondront aux efforts de paix régionaux et internationaux". Le porte-parole a appelé aussi à "résoudre les divergences par le dialogue politique, à trouver une solution prenant en compte les préoccupations légitimes de toutes les parties et à créer les conditions nécessaires au rétablissement rapide de la paix et de la stabilité au Yémen". "La Chine continuera de promouvoir les discussions en faveur de la paix à sa manière et de jouer un rôle constructif en vue d'une solution politique rapide à la question yéménite", a-t-il conclu.

POUR 2026

Guterres appelle à donner la "priorité à l'humain et à la planète"

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a appelé lundi les dirigeants du monde à prendre leurs "responsabilités" pour donner la "priorité à l'humain et à la planète", dans son message du Nouvel An.

"Le monde se trouve à la croisée des chemins. Autour de nous, tout n'est que chaos et incertitude. Les divisions. La violence. L'effondrement climatique. Les violations systématiques du droit international. La remise en cause des principes fondamentaux qui nous unissent en tant que famille humaine", a déploré Guterres dans un message vidéo. "En 2026, j'en appelle aux dirigeantes et dirigeants du monde entier: prenez vos responsabilités. Assez de souffrances. diplomatie-conflict-aide-priorité à l'humain et à la planète. J'engage toutes celles et tous ceux qui entendent ce message à jouer leur rôle. Notre avenir dépend de notre capacité à trouver collectivement le courage d'agir", a-t-il souligné. Il a



déploré en outre, le fait que "les dépenses militaires mondiales ont augmenté de près de 10%, pour atteindre 2.700 milliards de dollars", et que "les conflits n'ont jamais été aussi intenses depuis la Seconde Guerre mondiale". "En cette nouvelle année, prenons la résolution de revoir nos

priorités", a-t-il affirmé. Il a souligné que "pour rendre le monde plus sûr, il faut investir davantage dans la lutte contre la pauvreté, et moins dans les guerres". "La paix doit l'emporter", a plaidé le secrétaire général de l'ONU, dans son message.

R. I.

BIRMANIE

Le parti pro-militaire revendique la victoire après la première phase des législatives

Le principal parti pro-militaire en Birmanie a revendiqué lundi une victoire écrasante après la première phase des élections législatives organisées par la junte, a déclaré un de ses responsables. "Nous avons remporté 82 sièges à la chambre basse dans les circonscriptions où le dépouillement est terminé, sur un total de 102", a affirmé ce cadre du Parti de l'union, de la solidarité et du développement (USDP), sous couvert de l'anonymat, n'étant pas autorisé à divulguer officiellement les résultats. Le parti a remporté les huit circonscriptions de la capitale Naypyidaw, a-t-il ajouté.

Les résultats de la première phase du scrutin, organisée dimanche dans une partie seulement des circonscriptions,

n'ont pas encore été communiqués par la commission électorale birmane. Deux autres phases sont prévues les 11 et 25 janvier. Après avoir pris le pouvoir lors d'un coup d'Etat en 2021, la junte présente ces élections législatives comme un retour à la démocratie, mais de nombreux pays et observateurs internationaux dénoncent une manœuvre destinée à pérenniser le régime. De nombreux analystes décrivent le parti pro-militaire comme un relais civil de l'armée, affirmant que d'anciens officiers occupent des postes de direction clés. "Il est logique que l'USDP domine", a déclaré Morgan Michaels, chercheur à l'International Institute for Strategic Studies, selon qui "l'élection n'est pas crédible".

"PAS CONFIANCE"

"Elle était truquée à l'avance: certains partis sont interdits, certaines personnes sont empêchées de voter, ou subissent des menaces pour voter d'une certaine manière", a-t-il indiqué à l'AFP. Vainqueur face à l'USDP lors du dernier scrutin en 2020, le parti d'Aung San Suu Kyi, dissous par l'armée après le coup d'Etat, ne figurait pas sur les bulletins de vote et la prix Nobel de la paix est emprisonnée depuis

le putsch militaire, qui a déclenché une guerre civile. "Mon avis sur cette élection est clair: je n'y fais absolument pas confiance", a réagi lundi Min Khant, un habitant de Rangoun, la plus grande ville du pays. "Nous vivons sous une dictature", a ajouté ce jeune homme de 28 ans. "Même s'ils organisent des élections, je ne pense pas qu'il en sortira quoi que ce soit de bon, parce qu'ils mentent toujours", a-t-il poursuivi. Le chef de la junte Min Aung Hlaing a affirmé dimanche que l'élection était "libre et équitable" après avoir voté à Naypyidaw. "Elle est organisée par l'armée, nous ne pouvons pas laisser ternir notre nom", a-t-il lancé. La première phase du scrutin, la plus importante des trois, devait se tenir dans 102 des 330 cantons du pays, dont de larges régions sont contrôlées par des groupes rebelles. L'armée a reconnu que les élections ne pourraient pas avoir lieu dans près d'une circonscription sur cinq. Le coup d'Etat militaire a déclenché une guerre civile, des militants pro-démocratie ayant formé des unités de guérilla combattant aux côtés de milices constituées par des minorités ethniques opposées depuis longtemps au pouvoir central.

R. I.

ALLEMAGNE

Les perspectives d'emploi industriel demeurent sombres en 2026

Les perspectives d'emploi demeurent sombres en Allemagne pour l'an prochain, surtout dans l'industrie, pilier de l'économie que le pays cherche à relancer, selon une enquête publiée lundi par l'institut IW de Cologne. Seules neuf fédérations professionnelles anticipent une hausse de l'emploi l'an prochain, tandis que 22 prévoient des suppressions de postes par rapport à 2025 et 15 s'attendent à une stagnation, selon l'enquête. Le solde reste donc négatif, même s'il s'améliore légèrement

par rapport à l'an dernier. La situation reste particulièrement préoccupante dans l'industrie, où la majorité des secteurs s'attendent à des réductions d'effectifs en 2026, notamment les poids lourds que sont l'automobile, la chimie et la machine-outil. La pharmacie, l'aéronautique et le spatial, ainsi que la construction navale et les technologies maritimes prévoient de leur côté des embauches nettes, selon l'IW. Après trois années de stagnation, le gouvernement de Friedrich Merz a lancé

depuis mai une vaste offensive d'investissements publics de plusieurs centaines de milliards d'euros, assortie de baisses d'impôts sur les sociétés, d'un "agenda high-tech" et d'un allègement des coûts de l'énergie de 10 milliards d'euros dès 2026. L'automobile est le secteur le plus touché, avec 48.800 emplois supprimés en un an, soit plus de 6 % des effectifs. Les groupes Volkswagen et Bosch prévoient encore de se séparer de dizaines de milliers de postes d'ici 2030.

R. I.

PAKISTAN

Plus de 2.000 terroristes neutralisés en 2025

Les forces de sécurité pakistanaises ont neutralisé 2.115 terroristes en 2025, soit le nombre le plus élevé de terroristes éliminés en une seule année au cours de la dernière décennie, a indiqué mardi un rapport de l'Institut pakistanais d'étude des conflits et de la sécurité (PICSS), publié sur son site. Selon ses informations, plus de 1.000 attaques terroristes ont eu lieu dans le pays au cours de cette année, ce qui représente le chiffre le plus élevé depuis 2014. Par rapport à 2024, la hausse est de 17%. Ces attaques ont coûté la vie à 664 membres des forces de sécurité et à 508 civils. Le nombre d'attentats suicides impliquant des terroristes a augmenté de 53% dans le pays au cours de la dernière décennie. D'après le PICSS, le plus grand nombre d'attaques terroristes cette année a été enregistré dans la province de Khyber Pakhtunkhwa, dans le nord-ouest du pays.

BANGLADESH

Décès de l'ancienne Première ministre Khaleda Zia

L'ancienne Première ministre du Bangladesh Khaleda Zia, est décédée mardi à l'âge de 80 ans, a annoncé le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP) qu'elle dirigeait depuis 1984. "La présidente du BNP et ancienne Première ministre, la dirigeante nationale Khaleda Zia, est décédée aujourd'hui à 06H00 du matin (12H00 GMT), juste après la prière de Fajr", a déclaré le parti dans un communiqué. Son fils, Tarique Rahman, président par intérim du BNP, est rentré au Bangladesh le 25 décembre après 17 ans d'exil au Royaume-Uni, pour mener campagne, et est pressenti candidat au poste de Premier ministre du pays. Khaleda Zia était favorite pour remporter les élections législatives prévues en février 2026.

SURINAME

Suicide en prison de l'homme qui a tué 9 personnes

L'homme qui avait tué neuf personnes, dont 5 enfants, dans la nuit de samedi à dimanche, s'est suicidé en prison, a annoncé lundi la police du Suriname. "D.A., 43 ans, qui a ôté la vie à neuf personnes par des coups de couteau (...), s'est pendu (...) dans les cellules du commissariat de Keizersstraat" de Paramaribo, la capitale du pays, a indiqué la police dans un communiqué. L'homme, blessé par balles aux jambes lors de son arrestation, avait été transféré de l'hôpital à la prison dimanche soir, a-t-elle ajouté. Souffrant de troubles mentaux, l'homme a tué quatre de ses enfants, âgés de 5 à 15 ans, et cinq habitants du quartier, âgés de 7 à 80 ans dans le quartier Richelieu dans l'est de Paramaribo, avait précisé le chef de la police Melvin Pinas. Le cabinet de la présidence avait diffusé une déclaration officielle soulignant que "la cheffe de l'Etat Simon Geerlings-Simons déplore la perte tragique de vies humaines, parmi lesquelles des enfants".

SYRIE

Le mandat de la force onusienne sur le plateau du Golan renouvelé

Le Conseil de sécurité de l'ONU a renouvelé lundi, pour six mois, le mandat de la Force des Nations unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) sur le plateau du Golan syrien occupé. Le texte a renouvelé le mandat de la FNUOD pour six mois, jusqu'au 30 juin 2026, a-t-on précisé. Adoptant à l'unanimité la résolution 2811 (2025), le Conseil onusien a souligné l'obligation de "respecter scrupuleusement et pleinement" les termes de l'Accord de désengagement de 1974 entre l'entité sioniste et la Syrie. Début décembre, l'ONU avait exprimé sa préoccupation face aux violations sionistes persistantes de l'Accord de désengagement de 1974, notamment les violations du cessez-le-feu en Syrie, et face à la présence de l'armée sioniste dans la zone tampon, en violation de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de ce pays. Les Nations Unies avaient aussi souligné qu'"aucune force militaire ni activité militaire autre que celles de la FNUOD ne devait être présente dans la zone tampon". L'ONU avait réaffirmé aussi son engagement envers l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Syrie.

18e FNTF

Présentation de la pièce tunisienne "El Haribate"

La pièce de théâtre "El Haribate" (les fugitives) de la Tunisienne Wafa Taboubi, une quête de sens face aux angoisses existentielles de la vie, a été présentée, lundi soir à Alger, en présence de la ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda.

Marquant une courte halte de la compétition du 18e Festival national du Théâtre professionnel (FNTF), organisé depuis le 22 décembre dernier au Théâtre national Maheddine-Bachtarzi (TNA), le spectacle, dont la générale a été présentée à Tunis en octobre 2025, a été mis en scène par la Tunisienne Wafa Taboubi. D'une durée de 75 minutes, "El Haribate" explore le doute, l'attente, l'incertitude et l'espoir, avec une distribution triée sur le volet de cinq talentueuses comédiennes tunisiennes, ainsi qu'un de leurs compatriotes-artiste, également professionnel des planches. La richesse du texte, la grande compétence des comédiennes la bande son et l'éclairage subtils, ont remplacé l'absence de décor, une scénographie également conçue par Wafa Taboubi qui a déroulé sa trame dans une fusion judicieuse de courants théâtraux et une belle chimie des écoles, entre théâtres "épique de l'absurde", "didactique" et "de la cruauté" notamment. Tenant en haleine les spectateurs durant 75 minutes, Fatma Bensaïdane, Mounira Zakraoui, Lobna Naamane, Oumäïma Bahri, Sabrina Omar et Oussama El Henai, ont réussi à porter la densité du texte et entretenir une performance époustouflante d'intensité, hautement exigeante sur le plan physique et aux échanges ascendants et soutenus déclamés avec vocifération. Wafa Taboubi a préféré miser sur l'"intensité de la performance de l'ensemble des prestataires" qui a brillamment porté le message, plutôt que de mettre en avant les personnages, laissés sans le moindre nom pour les identifier. Elle s'est également aidée de plaques de



signalisation routière pour annoncer les intitulés de certains des tableaux" et recommandé aux comédiennes de "déclamer les dialogues en criant pour maintenir l'attention des spectateurs", comme le préconisait Antonin Artaud (1896-1948) précurseur du théâtre de la cruauté. Véritables éléments dramaturgiques, la lumière, un des éléments de la scénographie et la musique, œuvre de Hani Belhammadi, créaient des atmosphères sombres et glaciales et entretenaient discrètement le climat de psychosé régnant. Ainsi, l'éclairage, feutré ou vif, latéral, vertical (douches) ou en diagonales, suggérait la provenance et l'origine de la détresse, l'angoisse, et la douleur, dont la progression et l'imminence étaient annoncées par des boucles de cadences rythmiques et de corpus musicaux saccadés.

Dans des dialogues empreints de violence et de colère, les artistes tunisiens en détresse absolue, allaient dans tous les sens, s'accusant, se chamaillant, se bousculant, gesticulant, courant et vociférant, tous en quête de sens qui apaiserait leurs angoisses et leurs tourments. Quelques moments comiques dans le propos ou dans le jeu des comédiennes ont agrémenté le spectacle et fait rire les spectateurs, restés généralement recueillis et attentifs durant tout le déroulement du spectacle, largement applaudi par le public qui a réservé un accueil triomphal à Wafa Taboub lors de son apparition pour le salut final. Auparavant, la ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda, accompagnée du commissaire du 18e Fntf et directeur du Tna, M. Mohamed Yahiaoui, a remis un trophée honorifique à l'acteur et comédien jordanien Zuhair Al Nobani, en hommage à l'ensemble de sa carrière prolifique. Dédié au comédien, dramaturge et metteur en scène Abdellah Hamlaoui, la 18e FNTF se poursuit jusqu'au 2 janvier 2026 sous l'intitulé "Le théâtre réduit les distances", avec 18 pièces en compétition et 8 autres en off, en plus de conférences, master classes et spectacles de rue.

BOX-OFFICE

La suite d'Avatar dépendra du succès du troisième volet

James Cameron, le réalisateur de la saga, a suggéré que les quatrième et troisième épisodes ne sortiraient qu'en cas de succès commercial de De feu et de cendres dans les salles obscures.

Le destin de la saga Avatar pourrait-il s'arrêter prématurément? Seuls les résultats au box-office du troisième volet De feu et de cendres permettront de le savoir. Dans une récente interview accordée à Entertainment Weekly, le réalisateur James Cameron a exprimé des doutes quant à la faisabilité des épisodes 4 et 5, craignant que le dernier film de la franchise, en salles depuis le 17 décembre, n'atteigne pas les scores records d'Avatar 1, avec ses près de trois milliards de dollars de

recettes, et Avatar 2, avec 2,3 milliards, aujourd'hui deux des trois plus gros succès de l'histoire du cinéma.

« Je ne sais pas si l'histoire se poursuivra au-delà, j'espère que oui », a déclaré le cinéaste qui compte une nouvelle fois « prouver la viabilité commerciale du film », comme ce fut le cas pour les précédents volets de la saga. En cas d'échec au box-office, James Cameron a promis dans les colonnes de nos confrères américains qu'il révélerait publiquement la fin de l'intrigue de la saga. « Voilà ce qu'il en est : si, pour une raison ou une autre, nous ne parvenons pas à faire les épisodes 4 et 5, je tiendrai une conférence de presse et je vous dirai ce que nous avons

prévu de faire, a-t-il confié. Qu'en dites-vous ? »

LARGE SUCCÈS D'AVATAR 3 AU BOX-OFFICE

Si les quatrième et cinquième volets ne voyaient jamais le jour, le réalisateur a déjà trouvé une solution. Dans son hypothétique scénario, James Cameron imagine raconter les prochaines histoires des personnages bleus peuplant la planète Pandora en romans, car « il y a tellement de culture, d'histoire et de détails annexes les concernant qui ont été développés et qui méritent d'être racontés ». Peu importe le format, le cinéaste, également auteur de Titanic et Aliens, compte « rendre officiel tout ce qu'il a prévu de faire dans les deux

prochains films de la saga ».

Cela dit, l'annulation des épisodes 4 et 5 d'Avatar est presque chimérique, car le troisième volet fait actuellement un tabac dans les salles de cinéma. Aux États-Unis, De feu et de cendres a dominé le box-office pour une deuxième semaine consécutive et dépasse déjà les 200 millions de dollars de recettes. En France, il a déjà atteint les trois millions d'entrées et devrait dépasser les dix millions dès la mi-janvier, selon des estimations relayées par Le Parisien. De quoi donner de l'air à James Cameron, d'autant plus que les deux prochains films ont déjà été programmés par les studios 20th Century pour 2029 et 2031.

BATNA

Ouverture du 8^e Séminaire national "Aurès de la pensée et de la littérature"

La huitième édition du Séminaire national "Aurès de la pensée et de la littérature" s'est ouverte lundi à la Maison de la culture Mohamed Laïd Al-Khalifa de Batna en présence d'intellectuels, d'écrivains et poètes de plusieurs wilayas. Placée sous le thème "Pour une communication culturelle entre les générations", la rencontre de deux jours est organisée par l'association culturelle "Echourouk" en coordination avec la section locale de l'Union nationale des écrivains algériens. Le programme du Séminaire comporte des communications, des conférences-débats, des récitals poétiques et une exposition des nouvelles publications au hall de la Maison de la culture. L'objectif de la rencontre est de mettre en exergue les contributions des écrivains et auteurs, l'échange d'expériences et le suivi de l'évolution de la scène littéraire nationale en présence d'écrivains et poètes de plusieurs wilayas, a indiqué le président de l'association "Echourouk" le poète et universitaire Tarek Thabet. Un hommage spécial sera rendu à l'occasion au défunt poète Mohamed Refaa de Batna décédé en 2024 en reconnaissance de ces contributions littéraires. Des sorties de découvertes des sites touristiques et historiques de Batna seront organisées au profit des participants vers notamment les balcons de Ghoufi, la cité archéologique de Tim-gad et dechrat Ouled Moussa dans la commune d'Ichemoul.

GARE ROUTIÈRE DE TRANSPORT DE SAÏDA

Ouverture d'une bibliothèque de lecture

La Bibliothèque publique de lecture "Nizar Abdelkrim" de la wilaya de Saïda a pris l'initiative d'ouvrir un espace dédié à la lecture au sein de la gare routière de transport des voyageurs "SOGRAL", dans une démarche visant à promouvoir la culture chez les voyageurs, a indiqué, lundi, le directeur de la bibliothèque, Mezouar Mokhtar Cet espace culturel, inauguré au début de la semaine en cours, est destiné aux voyageurs transitant par la wilaya de Saïda vers différentes destinations, à travers la mise à disposition d'un éventail varié de titres et d'ouvrages dans les domaines culturel, scientifique, religieux, social, entre autres. Il a ajouté que cet espace offre aux voyageurs l'opportunité de lire et de consulter des livres dans une atmosphère calme à l'intérieur de la gare, contribuant ainsi à l'amélioration de la qualité des services publics fournis, à la promotion de la culture de la lecture et à la valorisation de la place du livre dans la vie quotidienne. Le même responsable a souligné que cette initiative, réalisée en coordination avec la direction des transports, s'inscrit dans le cadre de la promotion de la lecture et de la diffusion de la culture de la lecture en dehors du cadre traditionnel, en transformant les équipements publics en espaces vivants du savoir. Il a également indiqué que cette démarche reflète la conviction des responsables du secteur selon laquelle la lecture n'est pas une activité limitée aux seules bibliothèques publiques, appelant à la généralisation de cette expérience culturelle à l'ensemble des gares de transport de voyageurs, afin d'élargir le cercle des lecteurs et de diffuser la culture de la lecture. Cette initiative a été favorablement accueillie par de nombreux voyageurs, qui leur permet de mettre à profit le temps d'attente pour lire et s'enrichir en savoir et en connaissances, selon la même source.

**Recette
du jour****SOURIS D'AGNEAU
CONFITES AU FOUR****Ingrédients (pour 6 à 8
personnes):**

- 2 souris d'agneau de la même taille
- 6 à 7 gousses d'ail
- 2 c. à soupe de miel
- thym
- romarin
- 2 c. à soupe d'huile d'olive extra vierge
- 2 c. à soupe de beurre
- 150 ml de bouillon de légumes ou fond de veau ou juste de l'eau
- sel
- poivre noir

Instructions

Préchauffez votre four à 150°C.
Assaisonnez les souris d'agneau avec du sel et du poivre selon votre goût.
Dans une grande poêle, marmite ou cocotte allant au four, chauffez l'huile d'olive à feu moyen. Faites dorer les souris d'agneau de tous les côtés jusqu'à ce qu'elles prennent une belle couleur.
Retirez la viande de la cocotte et ajoutez les gousses d'ail avec la

peau.
Ajoutez le beurre en morceaux et les branches de romarin dans la poêle. Faites revenir pendant quelques minutes pour libérer les arômes.
Ajoutez le miel et l'eau ou un bouillon de légumes. Portez à ébullition.
Remettez les souris d'agneau dans la cocotte, ajoutez le romarin et le thym.
Couvrez la cocotte avec un couvercle puis transférez-la au four préchauffé. Laissez cuire pendant environ 2 heures ou plus selon la taille des souris

d'agneau, ou jusqu'à ce que la viande soit tendre et se détache facilement de l'os.
Pendant la cuisson, tournez de temps en temps la viande sur l'autre côté, arrosez avec le jus de cuisson.
Vérifiez si la sauce de cuisson en manque et ajoutez-en pour éviter que la viande ne se dessèche.
Une fois satisfait de la cuisson, retirez le couvercle de la cocotte et laissez les souris d'agneau prendre un peu de couleur.

Gâteau du Jour**GATEAU NOISETTES,
CHOCOLAT & NUTELLA****INGRÉDIENTS**

- 150 gr de noisettes moulues
- 75 gr de sucre glace
- 1 cuillère à café de vanille
- 200 gr de farine torréfiée au four
- 1/2 cuillère à thé de levure chimique
- 2 gros oeufs entiers
- 1 cuillère à soupe de confiture d'abricots
- 1 cuillère à soupe d'huile neutre
- Pâte à tartiner (sans huile de palme si possible)
- Pour la décoration
- 150 gr de chocolat blanc pâtissier de couverture
- 1 cuillère à café d'huile
- Des noisettes concassées
- Chocolat noir

Étapes de la recette

La veille, faire torréfier la farine. Etalez la dans un plat allant au four.
Enfourner pour 15 minutes th. 170°C en remuant à la spatule de temps à autre.
Une fois de couleur blonde, retirez du four et laissez refroidir.
Tamiser la farine puis ajouter les noisettes moulues, les oeufs, le sucre glace, la



vanille, la levure chimique et la confiture.
Mélanger pour rassembler la pâte et obtenir une boule compacte assez malléable.
Couvrir et laissez reposer 5 min.
Détailler des boules d'un poids de 35 gr environ.
Avant de façonner le gâteau, huiler légèrement vos mains et creuser une cavité avec votre pouce et l'élargissant et remontant les bords.
Déposer une petite quantité de pâte à tartiner au centre.
Refermez délicatement en pinçant les extrémités.
Retourner les gâteau et lui donner sa forme de navette.

Une fois toutes le boules façonnées, préchauffer le four th. 150°C.
Disposer les gâteaux sur une plaque recouverte de papier sulfurisé et enfournez.
Surveiller la cuisson, car la pâte doit juste sécher.
Compter entre 10 et 15 min mais pas plus puis les gâteaux vont continuer de



durcir à l'air libre.
Faire fondre le chocolat blanc au bain marie. Une fois fondu, ajouter l'huile et mélanger.
Recouvrir toutes les navettes du glaçage puis procéder à la décoration soit avec le chocolat noir pour un effet marbré ou des noisettes concassées.
Laisser totalement figer l'enrobage avant de déplacer les gâteaux.
Mettre en caissette et déguster avec une bonne tasse de thé.

Conseil du jour**LE TRAITEMENT DE LA
GRIPPE**

le repos ; une bonne hydratation ; la prise d'antipyrétiques en cas de fièvre. Le paracétamol est privilégié, ou en cas de contre-indication au paracétamol (allergie, maladie grave du foie, phénylcétonurie), anti-inflammatoires non stéroïdiens (ibuprofène) ou aspirine.

**Le
saviez-
VOUS ?**

4 exercices contre la lombalgie ...

**1 MINUTE**

Faire cet exercice avant de dormir permet de relâcher toutes les tensions lombaires, dorsales accumulées durant la journée. Il aide aussi au renforcement des abdominaux pour un meilleur maintien du dos.

Bon à savoir !**kaki**

C'est un fruit qui contient très peu de graisses et de sodium (uniquement celui présent de manière naturelle) et qui en plus fournit des fibres. L'apport de fibres dans l'alimentation est nécessaire pour garantir une bonne santé gastro-intestinale et aussi pour éviter les constipations.

Astuce du jour:**le meilleur aliment pour
nettoyer les artères**

Les fruits et légumes pour des artères saines
Les agrumes, tels que les oranges et les pamplemousses, sont également excellents pour nettoyer les artères grâce à leur teneur élevée en vitamine C et en flavonoïdes.

**CITATION
DU JOUR**

« Ne vous laissez jamais abattre ! Poursuivez vos efforts malgré les échecs. Les obstacles font partie du processus de réussite. »

Le Courrier

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER

A : l'Entreprise Nationale de communication,
d'Édition et de Publicité »

Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42

Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Impression :

- Centre : SIA - Est : SIE

- Ouest : SIO

Nos bureaux régionaux**Tizi Ouzou :**

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél./Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble

Kheerouf - Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies
ou tout autre document adressés
à la rédaction ne peuvent faire
l'objet d'une quelconque
réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses
lecteurs du changement de ses
adresses électroniques et leur
communiquent les nouvelles :
lecourrierdalgérie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr



HIPPODROME BAZER SAKHRA - EL EULMA
MERCREDI 31 DÉCEMBRE 2025 - PRIX : JADISE - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 200 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

Dortmund et Tandja, le jumelé de base

Ils seront 14 coursiers purs sang arabe à se ranger sous les ordres du starter ce jour à l'hippodrome d'El Eulma dans le prix Jadise qui servira de support aux pari tiercé, quarté et quinté. Une épreuve à caractère de qualité modeste, il faut en convenir si l'on se réfère à la qualité des concurrents engagés où se côtoient des chevaux qui n'ont rien réalisé de probant tout au long de cette saison, mais qui pour certains possèdent quelques arguments pour venir terminer dans la bonne combinaison avec des chevaux qui totalisent autant d'échecs. Pour les chevaux les mieux placés et susceptibles de former la combinaison gagnante, il faudra chercher du côté des deux coursiers classiques, le mâle alezan de 9 ans Dortmund et le mâle gris Tigre qui certainement vont jouer les premiers rôles dans cette épreuve, et il ne faut pas délaisser la jument Tandja, une galopeuse vive rapide et accrocheuse et les trois jeunes coursiers de 4 ans Kaid Al Majd appartient à un entraîneur qui ne s'engage pas pour le plaisir, El Kesse piloté par le chevronné jockey T. Lazreg et Maoual El Basra le chuchoté de l'écurie Zaaboub, donc, nous sommes en face d'un pari qui ne comprend aucun favori digne de de nom qui domine le lot en présence. Pour rappel l'épreuve qui nous intéresse s'adresse aux chevaux de 3 ans et plus n'ayant pas totalisé la somme de 66 000 DA en gains et places depuis le 1er juillet 2025.

LES PARTANTS AU CRIBLE

- 1. AQSA FALASTINI.** Exception faite d'une 3ème place sur 1200 mètres à Djelfa, il n'a pas réalisé de grandes performances et vu le lot présence en sa tâche s'annonce délicate.
- 2. DALIA DE LAHBIL.** Rien de probant à son actif, cette pouliche jouera encore le rôle de figurante.
- 3. MOUCHAHAR EL GOZA.** En méforme et absent depuis 3 mois, pour ce mâle de 5 ans seul plaidera en sa faveur l'efficacité de son jockey du jour.
- 4. TANDJA.** L'excellent jockey AB. Attallah a fait le choix sur elle et ce n'est certainement pas pour le plaisir de la monter.
- 5. KAID AL MAJD.** Restant sur un bon essai et bien placé de par la condition de la course, il

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
AI. LAMICI	1	AQSA FALASTINI	A. HEBRI	57	7	PROPRIÉTAIRE
S. ABDELAZIZ	2	DALIA DE LAHBIL (0)	A. BENZERGA	56	5	PROPRIÉTAIRE
H. BOURENANE	3	MOUCHAHAR EL GOZA	JJ : Y. MOUISSI	56	4	MED. HAMIDI
AI. LAMICI	4	TANDJA	AB. ATTALLAH	55	9	PROPRIÉTAIRE
K. MAHOUR BACHA	5	KAID AL MAJD	A. HAMIDI	55	10	MED. HAMIDI
H. DJELLOUL	6	TIGRE	S. BENYETTOU	55	14	PROPRIÉTAIRE
H. DJELLOUL	7	EL KESSE	T. LAZREG	55	12	PROPRIÉTAIRE
K. MAHOUR BACHA	8	CLEOPATRA	T. ALI OUAR	54	13	PROPRIÉTAIRE
AB. RAHMANI	9	DORTMUND	CH. ATTALLAH	54	3	PROPRIÉTAIRE
D. LEMMADI	10	ANAISA	A. HADDOUCHE	53	2	PROPRIÉTAIRE
ABH. DEKHNOUCHE	11	RAZOUANE EL MAJD	JJ : S. ATTALLAH	53	6	AB. KARA
ML. ZAABOUB	12	MAOUAL EL BASRA	B. BERRAH	52	8	H. ZAABOUB
H. DJELLOUL	13	SADRATA	M. HARECHE	51	1	PROPRIÉTAIRE
K. MAHOUR BACHA	14	ISAM AL MAJD	AP : Y. CHELLAL	50	11	PROPRIÉTAIRE

conserve des chances certaines pour figurer sur une marche du podium.

6. TIGRE. Ayant déjà fait ses preuves dans des lots plus supérieurs à celui du jour, son seul handicap son absence des compétitions depuis plus d'une année.

7. EL KESSE. Course d'entrée après un repos de 5 mois, il faudra l'avoir à l'oeil car cette fois un jockey de qualité reconnu qui tient les rênes de ce jeune coursier.

8. CLEOPATRA. Son absence depuis le début du meeting d'été, et ses échecs ne plaident guère en sa faveur.

9. DORTMUND. Ce vaillant coursier de 9 ans vient de reprendre les courses après un arrêt par une belle 5ème place, parmi un lot plus robuste que celui du jour, cette fois il cherchera une victoire.

10. ANAISA. Barrée en théorie.

11. RAZOUANE EL MAJD. Il vient d'échouer à

plusieurs reprises dans des lots de la même qualité que celui du jour, risquant encore de subir le même sort.

12. MAOUAL EL BASRA. Ce jeune mâle de 4 ans vient d'être classé parmi les 1er des battus, mais retrouvant cette fois un jockey qui le connaît parfaitement, mérite d'être racheté en bon rang à l'arrivée.

13. SADRATA. Aléatoire.

14. ISAM AL MAJD. Il faudra se méfier de ce pensionnaire de l'écurie Mahour Bacha car il bénéficie d'une belle décharge au poids et aura comme partenaire AP : Y. Chellal qui reste sur de grandes performances.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

9. DORTMUND - 4. TANDJA. - 14. ISAM AL MAJD
- 12. MAOUAL EL BASRA - 5. KAID AL MAJD

LES CHANCES

7. EL KESSE - 6. TIGRE

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										
12										

HORIZONTALEMENT
1 - Décontenancées - 2 - Il a des devoirs dans la vie - Mot d'enfant - 3 - Connu - Préfixe - Mémoire vive - 4 - Lettres de crédit - Nasse - 5 - États des personnes qui ne sont pas nobles - Suit le docteur - 6 - Hellènes - Erbium - 7 - En chœur - Signal sonore - Cité sumérienne - 8 - Amas de neige - Ligne de conduite - 9 - Investit - 10 - Gendre du Prophète - De biais - Direction - 11 - Manque d'argent - Le « moi » - 12 - Allonge - Foyer.

VERTICALEMENT
1 - Conduite licencieuse et libertine - 2 - Récolte les fruits de la campagne - Bout de bois - Terme de tennis - 3 - Cérium - Quartier chaud - Oiseuse - 4 - Conduits par lesquels les œufs sortent des ovaires - Indique le lieu - 5 - Arrivés en criant - En prison - Laisse rêveur - 6 - Trou moral - Source de courant - 7 - À la mode - Baie nippone - À l'œuvre - Gallium - 8 - Défaut - Nom de diverses maladies de la vigne - 9 - Si on vous ne le donne pas, vous l'avez quand même - Vieux Indiens - 10 - Divise la révolution en deux - Envoyé ad patres.

Mots fléchés

Sacrifice	↓	Décision	↓	Tête de canard	↓	Arsenic	↓	Nages	↓
Crédits	↓	Pascal	↓	Fin de participe	↓	Titre slave	↓	Ancienne monnaie chinoise	↓
Jusant	→						Tantale	→	
Drame nippon	→						Religieuses	→	
Plumard	→	À l'essai	→		Pile	→			
Poisson	→	Avens	→		Fait sauter	→			
				Lisières	→				
				Ville de fouilles	→				
						En branle	→		
						Consultée	→		
Pronom	→		Coule au Congo	→				Allonge	→
Qui aime rire	→		Vieux Indiens	→					Bouille
					Déformé	→			
					Défaut	→			
Vieille armée	→			Outil de traçage	→		Consonne double	→	
Indique le lieu	→			Taxe	→		Gondolé	→	
		Grecque	→			Fait le hère	→		
		Arsenic	→			Tête d'épine	→		
Maison de campagne	→	Soumis	→						
				Pied de vigne	→		Rouleur sur piste	→	

Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Attitude dominatrice de l'homme sur la femme (12 lettres)

J	E	P	E	T	R	E	N	I	E	R	I	A	P	H	A	T	E
E	A	S	E	R	R	E	I	L	E	D	R	O	H	V	E	C	E
J	T	R	U	G	O	N	D	E	C	R	A	F	A	L	R	S	E
N	U	R	G	A	A	E	S	S	A	N	L	R	F	I	S	S	C
S	I	S	A	O	P	M	O	U	L	E	E	E	T	A	T	U	E
U	S	O	T	T	N	T	I	A	R	T	R	E	R	L	E	O	I
T	R	O	S	E	T	E	L	A	H	C	T	B	E	E	L	M	N
A	U	R	E	E	E	N	R	U	I	D	E	H	T	R	A	E	S
I	O	E	M	T	E	N	I	A	R	G	L	A	I	I	G	R	I
H	C	I	I	S	E	T	E	A	R	U	T	I	S	A	E	E	A
E	G	M	T	I	E	S	I	L	A	V	U	N	I	L	N	S	D
D	R	I	L	L	E	S	S	E	R	P	O	E	V	A	I	S	T
N	U	L	U	I	E	E	T	S	E	V	I	E	T	C	S	U	N
O	O	R	M	V	D	E	N	E	C	S	R	V	R	R	U	O	E
R	B	P	I	E	A	E	R	I	O	N	T	I	O	E	O	M	V
F	U	S	N	S	A	I	N	N	A	R	C	E	A	I	P	N	E
R	I	S	E	S	S	E	M	E	S	I	S	S	A	L	R	E	C
O	E	I	T	N	O	R	F	N	A	L	E	R	B	E	C	E	R

N. B. : une même lettre peut servir plusieurs fois

ALAIRE - ASSISE - AVARE - BOURG - BRASSE - BRELAN - CHALET - CLAIR - COURS - DAIS - DENSE - DIURNE - ECRAN - ECRITE - EVENT - FARCE - FRONDE - FRONT - GALET - GOND - GRAINE - HAINE - HIATUS - HORDE - IMPUR - INERTE - IVOIRE - JARGON - JUSTE - LIERRE - LIMIER - LISTE - MESSE - MOULE - MOUSSE - NASSE - NIECE - NOIRE - OISIVE - OURLET - PAIRE - PAUSE - PRESSE - REFLET - REMOUS - REPERE - SAIN - SCENE - SOIN - TARTE - TRAIT - TRONC - ULTIME - URAETE - USINE - VALISE - VESTE - VISITE.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT :
1. Littorales - 2. Intérêt - Nt - 3. Bi - Lee - Ôté - 4. Étale - Ruer - 5. Rime - Se - Ri - 6. Tee - Génial - 7. le - Terne - 8 - Leste - As - 9. Ameute - Blé - 10. Gê - Té - Tan - 11. Endosser - 12. Sein - Essen.

VERTICALEMENT :
1. Libertinages - 2. Initiée - Mène - 3. TT(Tétée) - Âme - Lé - Di - 4. Telle - Teuton - 5. Orée - Gestes - 6. Rée - Serte - Se - 7. At - Renne - Tes - 8. Ou - le - Bars - 9. Entera - A.L.N - 10 - Stérilisé - In.

MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT :
Amenuise - Éteule - Si - Mues - Émues - Ts - As - Ève - Dé - A.M - Ale - Presse - Mise - Us - F.M - Rite - Idée - Pi - Émise - Si - Ise - Ré - Cerise - Dus.

VERTICALEMENT :
Émeute - Irisé - Étés - Psi - Ir - Unes - Arête - UU - Âme - Émis - Piles - Su - Ise - Sem - Assise - Lé - Uélé - De - Sève - Fe - Ru - Avisé - Amères.

MOTS MASQUÉS LOUSTIC

Métaux précieux: l'or rebondit à 4.374 dollars l'once

Les cours de l'or ont rebondi mardi sur les places européennes, les investisseurs revenant sur le métal précieux considéré comme une valeur refuge, après une brève phase de prises de bénéfices. L'or au comptant progressait de 1% à 4.374,76 dollars l'once. Lundi, le métal jaune avait enregistré sa plus forte baisse journalière en pourcentage depuis plus de deux mois, reculant depuis son record de vendredi à 4.549,71 dollars jusqu'à son plus bas niveau depuis le 17 décembre. Les contrats à terme américains sur l'or pour livraison en février gagnaient 1,1% à 4.391,30 dollars l'once. "La chute d'hier portait les signes d'une prise de bénéfices et d'un repositionnement avant le Nouvel An", notent des observateurs du marché aurifère. Depuis le début de l'année, l'or s'est envolé de 66%, signant sa plus forte progression annuelle depuis 1979, soutenu par l'assouplissement monétaire, les tensions géopolitiques, les achats massifs des banques centrales et la hausse des détentions dans les fonds indiciels cotés (ETF). Les marchés anticipent actuellement deux baisses de taux l'an prochain, un environnement généralement favorable aux actifs ne générant pas de rendement, comme l'or. L'argent au comptant bondissait de 3,3% à 74,61 dollars l'once, après avoir atteint un sommet historique à 83,62 dollars lors de la séance précédente avant de subir sa plus forte chute quotidienne depuis août 2020. Sur les autres métaux précieux, le platine au comptant gagnait 3,5% à 2.182,30 dollars l'once, après avoir atteint un record lundi à 2.478,50 dollars avant de subir sa plus forte chute journalière. Le palladium progressait de 1% à 1.632,56 dollars l'once, après avoir chuté de 16% lors de la séance précédente.

Prix international d'Alger de mémorisation et de psalmodie du Saint Coran : participation de plus de 48 pays à la 21e édition

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, M. Youcef Belmehdi, a présidé, lundi à Alger, la cérémonie de lancement des éliminatoires de la 21e édition du Prix international d'Alger de mémorisation et de psalmodie du Saint Coran, en prévision des phases finales qui verront la participation de plus de 48 pays. Le nombre de pays participant à cette édition, placée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'élève jusqu'à présent à plus de 48, dont l'Algérie, a fait savoir M. Belmehdi à la presse, précisant que ce nombre devrait "augmenter dans les prochaines heures pour atteindre environ 50 pays participants", un nombre a-t-il dit, reflétant "la promotion constante du Prix international



d'Alger de mémorisation et de psalmodie du Saint Coran à l'échelle internationale". Les épreuves qualificatives à ce concours se déroulent par visioconférence au niveau des ambassades, des consulats géné-

raux et des représentations diplomatiques de l'Algérie à l'étranger, sous l'encadrement d'un jury international composé de quatre jurés algériens ainsi que d'un juré de la République arabe syrienne

et d'un autre du Sultanat d'Oman, selon les explications de M. Belmehdi. Il a, dans ce cadre, souligné, que ce concours est une "opportunité pour découvrir de nouveaux récitateurs et des talents exceptionnels, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger", de même qu'il reflète "le niveau avancé atteint par l'Algérie au service du Saint Coran, à travers les mosquées, les écoles coraniques, les zaouïas et les instances de récitation". Le ministre a également rappelé que "l'Etat algérien, sous les directives du président de la République, poursuit son soutien à ce concours, à travers la création de nouvelles catégories et l'augmentation de la valeur financière du Prix, renforçant ainsi sa position et consacrant l'attention officielle accordée aux récitateurs du Saint Coran". Les éliminatoires qui se poursuivent jusqu'à mercredi prochain, donneront lieu à la sélection de 20 candidats de différents pays, qui participeront à la phase finale de ce concours, prévue à l'occasion de la célébration de la nuit de l'ascension (Leilat El Israa Wa El Mi'raj).

Saisie de près de 37 000 comprimés psychotropes à Bordj Bou Arréridj



Les unités du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale (GN) de la wilaya de Bordj Bou Arréridj ont démantelé un réseau criminel spécialisé dans le trafic de psychotropes, et saisi près de 37.000 comprimés psychotropes de type "Prégabaline", a indiqué hier un communiqué de ce corps constitué. Dans le cadre de la lutte contre le crime organisé sur leur territoire de compétence, "les unités du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Bordj Bou Arréridj ont procédé au démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic de psychotropes, à l'arrestation de trois (3) suspects et à la saisie de 36.900 comprimés psychotropes de type +Prégabaline+ et d'un véhicule", précise le communiqué. L'opération a été menée "lors d'un contrôle effectué par les éléments de la brigade territoriale de la GN de Bordj Ghedir, sur le chemin de wilaya 42", ajoute la même source, soulignant qu'"après l'arrêt et la fouille minutieuse d'un véhicule, une importante quantité de comprimés psychotropes a été découverte dissimulée à l'intérieur, entraînant l'interpellation immédiate de son conducteur, premier suspect, qui a été conduit au siège de la brigade pour la poursuite de l'enquête". L'approfondissement des investigations a permis d'identifier et d'arrêter les autres membres du réseau, qui seront déférés devant les juridictions territorialement compétentes au terme des procédures légales, conclut le communiqué.

Record de demandes de billets pour la Coupe du monde de football 2026

La FIFA a indiqué lundi avoir enregistré un record de demandes de billets pour la Coupe du monde de football 2026, en recevant plus de 150 millions de demandes de billets pour assister à ce tournoi planétaire qui devrait se dérouler dans trois pays hôtes, Etats-Unis, Canada et Mexique. Les supporters de plus de 200 pays et régions se sont connectés en masse à la plateforme FIFA.com/tickets après l'ouverture de la phase de vente de billets

par tirage au sort aléatoire le 11 décembre, pour s'achever le 13 janvier 2026. Selon la FIFA, la Coupe du monde 2026 avait été sursouscrite plus de 30 fois sur la base des numéros de carte de crédit individuels vérifiés soumis avec chaque demande de billet, et que la demande est 3,4 fois supérieure au nombre total de spectateurs qui ont assisté aux 964 matchs qui composent les 22 éditions de la compétition depuis 1930. "La Coupe du

monde de la FIFA 2026 s'annonce comme le spectacle le plus grand et le plus inclusif de la planète", a déclaré le président de la FIFA, Gianni Infantino. "Cette réponse enthousiaste des supporters passionnés reflète véritable-

ment l'engouement mondial pour notre sport. Nous allons écrire une page d'histoire en Amérique du Nord en réunissant le monde comme jamais auparavant pour célébrer l'unité et le meilleur du football", a-t-il dit.

Pétrole : le Brent en hausse à 62,22 dollars

Les cours du pétrole étaient en légère hausse mardi, renforçant les gains de la veille, dans un marché soutenu notamment par des facteurs géopolitiques. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février, dont c'est le dernier jour de cotation, prenait 0,45% à 62,22 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, prenait 0,41% à 58,32 dollars. Selon les experts, le marché pétrolier est impacté notamment par la persistance des tensions géopolitiques dans le monde sur fond de craintes par rapport aux perturbations de l'approvisionnement.

Secousse tellurique de 3,1 degrés dans la wilaya de Médéa

Une secousse tellurique d'une magnitude de 3,1 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée, mardi à 11h51 dans la wilaya de Médéa, a indiqué le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG) dans un communiqué. L'épicentre de la secousse a été localisé à 8 km au nord-est de Mihoub, dans la même wilaya, précise la même source.

EXPRESS- HISTORIQUE

Un gentil naïf (23)



AUX POINGS

MISE

"Le monde se trouve à la croisée des chemins. Autour de nous, tout n'est que chaos et incertitude. Les divisions. La violence. L'effondrement climatique. Les violations systémiques du droit international. La remise en cause des principes fondamentaux qui nous unissent en tant que famille humaine", a déploré Guterres dans un message vidéo. En 2026, j'en appelle aux dirigeants et dirigeants du monde entier: prenez vos responsabilités. Assez de souffrances. diplomatie-conflict-aide-priorité à l'humain et à la planète. J'engage toutes celles et tous ceux qui entendent ce message à jouer leur rôle. Notre avenir dépend de notre capacité à trouver collectivement le courage d'agir"

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres





Dans la journée : Pluie
Vent : 27 km/h
Humidité : 77 %



Dans la nuit : Nuageux
Vent : 13 km/h
Humidité : 85 %

Dohr : 12h51
Assar : 15h24
Maghreb : 17h45
Îcha : 19h09

Jeudi 12 rajab
1447
Sobh : 06h28
Chourouk : 08h01

PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL

Installation de la Commission nationale de suivi des dossiers

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda a procédé à l'installation de la Commission nationale chargée du suivi des dossiers du patrimoine culturel immatériel, une démarche qui traduit l'attention particulière accordée par l'Etat algérien à la protection, à la sauvegarde et à la valorisation de ce legs civilisationnel, selon une vision stratégique intégrée, indique mardi un communiqué du ministère.



L'installation de cette commission participe de "la nouvelle approche adoptée par le ministère de la Culture et des Arts, fondée sur l'équilibre entre les bases scientifiques en matière d'inventaire et de documentation et l'anticipation dans le suivi et la mise en œuvre", ainsi que "dans la concrétisation de la volonté ministérielle visant à parfaire l'inventaire national des éléments du patrimoine culturel immatériel et à assurer une maîtrise méthodique du processus d'élaboration et de traitement des dossiers, tant au niveau national que pour ceux relatifs à l'inscription sur les listes de l'UNESCO, garantissant ainsi précision, cohérence et efficacité dans l'action". Dans ce contexte, la ministre a affirmé que "le patrimoine culturel immatériel constitue l'un des piliers

fondamentaux de l'identité nationale et requiert une approche scientifique et institutionnelle rigoureuse, fondée sur une coordination étroite entre les différents secteurs et intervenants, et allant au-delà des traitements conjoncturels vers l'adoption d'une vision anticipative et durable en matière de gestion et de suivi".

La Commission nationale assume un "rôle central" dans l'organisation de l'opération d'inventaire, la définition des priorités, le suivi de l'évolution des dossiers et l'unification des méthodologies adoptées pour la documentation et la mise à jour. Elle est également chargée de proposer les mécanismes juridiques et réglementaires visant à protéger les éléments du patrimoine culturel immatériel

contre les risques de disparition, selon le communiqué. Cette démarche reflète également la volonté de la ministre d'instaurer une "gouvernance efficace" des dossiers relatifs au patrimoine culturel immatériel, en offrant un cadre national global garantissant la maîtrise de l'information, la valorisation des savoirs traditionnels, l'implication des experts et chercheurs, ainsi que le lien entre l'inventaire, la recherche scientifique, la numérisation et le transfert de compétences. Dans cette perspective, la Commission devrait contribuer à renforcer la place de l'Algérie sur la scène internationale en préparant des dossiers de candidature complets, illustrant la richesse et la diversité culturelle nationale, et consacrant la présence de l'Algérie en tant qu'Etat actif et engagé dans la protection du patrimoine culturel immatériel, dans sa dimension humaine et universelle. A travers l'installation de cette Commission, le ministère de la Culture et des Arts réaffirme que la préservation du patrimoine culturel immatériel constitue un "choix stratégique et un défi national", nécessitant un suivi rigoureux, un contrôle des procédures et un travail continu afin de garantir la transmission de cet héritage civilisationnel aux générations futures, dans un cadre respectueux de son authenticité et adapté aux défis contemporains.

R. C.

PALESTINE

L'Espagne exige le retrait d'annonces pour des locations touristiques dans les colonies sionistes

Le gouvernement espagnol a ordonné mardi à sept plateformes en ligne de retirer plus de 100 annonces pour des biens situés dans des colonies sionistes en Palestine occupée. Le ministère espagnol de la Consommation a déclaré, dans un communiqué, avoir identifié 138 annonces sur des plateformes opérant en Espagne et avoir notifié aux entreprises de "sup-

primer ou bloquer immédiatement" le contenu. "Si elles ne se conforment pas à la réglementation, les plateformes pourraient faire l'objet de nouvelles mesures gouvernementales", indique le communiqué, sans préciser quelles en seraient les conséquences. Cette décision s'inscrit dans le cadre des mesures adoptées par le gouvernement espagnol pour soutenir les Palestiniens et condam-

ner l'agression sioniste contre Ghaza. Un décret approuvé par les législateurs en octobre prévoit un embargo sur les armes à destination de l'entité sioniste et une interdiction de la publicité pour les produits "provenant de colonies illégales" en Palestine. La communauté internationale considère les colonies sionistes implantées en Palestine comme illégales.

R. I.

ORAN

Démantèlement d'un réseau criminel et saisie de plus de 35 000 comprimés

Les éléments de la brigade de recherche et d'intervention de la Sûreté de la wilaya d'Oran ont réussi à démanteler un réseau criminel spécialisé dans le trafic de stupéfiants dans les quartiers urbains, avec la saisie de 35.250 comprimés de psychotropes, a indiqué, mardi, un communiqué de ce corps de sécurité. L'opération a conduit à l'arrestation de six individus, ainsi qu'à la saisie d'une quantité de substances psychotropes de type " Pregabaline 300 mg ", de deux véhicules utilisés pour le transport et la distribution de la drogue, et d'une somme de 530.000 dinars provenant des activités criminelles, selon la même source.

R. S.

BILAN DE LA PROTECTION CIVILE 23 425 appels de secours enregistrés en une semaine

Les unités de la Protection civile ont été fortement sollicitées durant la période du 21 au 27 décembre, avec 23 425 appels de secours émis par les citoyens, suite à des accidents de la circulation, accidents domestiques, évacuation sanitaire, extinction d'incendies et assistance diverses, a indiqué le bilan de la direction générale de la Protection civile (DGPC).

37 DÉCÈS ET 1 294 BLESSÉS SUR LES ROUTES

Selon le bilan, 1977 Interventions ont été effectuées suite à 1118 accidents de la circulation ayant causé 37 décès et 1294 autres blessés. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Bouira avec trois décès et 48 autres blessés suite à 32 accidents de la circulation. S'agissant des secours aux personnes, 13 826 interventions ont été effectuées qui ont permis la prise en charge de 13 560 blessés et malades.

Au cours de la même période, 824 interventions ont été effectuées pour procéder à l'extinction de 475 incendies, urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas, Alger avec 76 incendies, Blida avec 31 incendies et Oran avec 29 incendies. Aussi, pour les opérations diverses, 6798 interventions ont été effectuées durant la même période pour le sauvetage de 512 personnes en situation de danger et l'exécution de 5850 opérations diverses d'assistance. Concernant les accidents liés aux intoxications du monoxyde de carbone Co émanant des dispositifs de chauffage et chauffe-eaux, 62 interventions ont été effectuées pour la prise en charge 157 personnes incommodées par ce gaz dangereux évacuées vers les établissements hospitaliers, déplorant le décès sept personnes intoxiquées par le gaz Co à Tiaret, Laghouat, Oum El Bouaghi, Mila, Sidi Bel Abbès et Sétif, a conclu le bilan de la Protection civile.

L. Zeggane

SOUS-RIRE

BONNE ANNÉE 2026 !

je prends
mes
précautions !



Be/Ka/En